

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 28 juillet 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°431 ■

AIR ALGÉRIE

Les réservations de voyages pour l'offre "Osra-Famille" ont dépassé les 474 mille billets

P 16

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

De nouvelles mesures annoncées

Dans un contexte marqué par la crise sanitaire mondiale, l'Algérie a démontré une résilience économique remarquable. Lors du discours prononcé à l'occasion de la remise du prix du président de la République du meilleur exportateur pour l'année 2023, Abdelmadjid Tebboune a dévoilé une série de mesures ambitieuses visant à dynamiser le secteur économique national et à stimuler davantage les exportations algériennes. P 3



IMPORTATION DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES DE MOINS DE 5 ANS

Les modalités de dédouanement fixées

Les équipements ou matériels agricoles de moins de cinq ans sont désormais éligible à l'autorisation de dédouanement, et ce, en vertu d'un décret exécutif publié au Journal officiel (JO) n 50. Il s'agit du décret exécutif n 24-241 signé le 22 juillet courant par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, fixant les modalités de dédouanement, pour la mise à la consommation, des chaînes et équipements de production ainsi que des équipements et matériels agricole, utilisés.

P 2

EXPORTATION DE L'HYDROGÈNE VERT VERS L'EUROPE

L'Algérie se positionne en leader

L'Algérie manifeste son ambition d'exporter de l'hydrogène vert vers l'Europe, dont le besoin prévu est de 10 millions de tonnes d'ici 2030. Cette demande est motivée par les efforts de l'Union européenne pour décarboner son économie, notamment dans les secteurs industriels énergivores. L'Algérie, avec ses vastes ressources en énergies renouvelables, se positionne comme un fournisseur clé pour répondre à cette demande croissante, a déclaré, jeudi dernier, Rabah Sellami, directeur de l'hydrogène et des énergies alternatives au Commissariat des énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, lors de son passage à la radio nationale.

P 5

OFFICE NATIONAL DES TERRES AGRICOLES

Plus de 1,2 million ha de terres à mettre en valeur par la concession

Plus de 1,2 million d'hectares de terres relevant du domaine privé de l'Etat à mettre en valeur dans le cadre de la concession ont été recensés, a annoncé le Directeur général de l'Office national des terres agricoles (ONTA), Mohamed Ameziane Lanasri. Il a précisé que dans le cadre du décret exécutif 21-432 du 4 novembre 2021, plus de 1,2 million d'hectares de terres relevant du domaine privé de l'Etat à mettre en valeur dans le cadre de la concession avaient été recensés, dont 113.713 hectares ont été transférés à l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) pour leur attribution au titre des cultures stratégiques.

P 3

COMMERCE EXTÉRIEUR

Vers l'exportation de 150 000 tonnes de fer vers l'Espagne P 3

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Plus de 77% des nouveaux bacheliers préinscrits P 5

DETTE AFRICAINE

Nouvel appel de l'ONU pour une réforme financière mondiale P 11

TIZI-OUZOU
Une vingtaine d'exposants à la première Foire des produits agricoles du terroir à Azeffoun

Une vingtaine d'exposants participent à la première Foire des produits agricoles du terroir ouverte jeudi à la ville côtière d'Azeffoun à 70 km au nord-est de Tizi-Ouzou, a-t-on appris auprès de la Chambre d'agriculture de wilaya (CAW) organisatrice de l'événement. Organisée en coordination avec la direction des services agricoles (DSA) et d'autres partenaires, dont la Banque de développement rural et la Caisse régionale de la mutualité agricole, la Foire se tient au front de mer d'Azeffoun, où des exposants issus de différentes localités de la wilaya proposent une riche palette de produits du terroir. Miels et produits de la ruche, épices, figues séchées, fromages, sont entre autres produits fabriqués localement qui ornent les étals des producteurs qui animent la Foire qui visent à rapprocher les producteurs des consommateurs pour une vente directe et un échange de point de vue qui permettra de connaître les attentes de la clientèle, a indiqué à l'APS le président de la CAW, Hamid Saidani. Le choix du front de mer d'Azeffoun pour abriter l'événement n'est pas fortuit. L'endroit, outre le fait d'être spacieux et offrant une vue dégagée sur la grande bleue, est très fréquenté par les vacanciers en saison estivale. "Cette Foire sera surtout une occasion pour les estivants qui viennent des autres wilayas et amateurs de nos produits agricoles du terroir d'en faire emplette", a noté M. Saidani. Ce même responsable a relevé que la CAW a choisi Azeffoun pour abriter la Foire des produits du terroir afin de doter cette localité balnéaire, berceau d'artistes et d'hommes de culture, d'un événement agricole annuel, puisqu'il est prévu d'y fixer la manifestation pour de futures éditions. La Foire se poursuivra jusqu'au 8 août et sera ouverte chaque jour de 9 h jusqu'à minuit, a-t-on appris de même source.

IMPORTATION DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES DE MOINS DE 5 ANS

Les modalités de dédouanement fixées au JO

Les équipements ou matériels agricoles de moins de cinq ans sont désormais éligible à l'autorisation de dédouanement, et ce, en vertu d'un décret exécutif publié au Journal officiel (JO) n 50. Il s'agit du décret exécutif n 24-241 signé le 22 juillet courant par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, fixant les modalités de dédouanement, pour la mise à la consommation, des chaînes et équipements de production ainsi que des équipements et matériels agricole, utilisés.

Synthèse Selma R.

Selon ce nouveau texte, sont éligibles à l'autorisation de dédouanement les chaînes ou équipements n'ayant pas dépassé l'âge de cinq ans et les équipements ou matériels agricoles (tout outil doté d'un dispositif mécanique ainsi que les tracteurs agricoles, utilisés dans le secteur agricole, servant à la réalisation des travaux pour l'accomplissement de différentes techniques culturales et activités d'élevage) n'ayant pas dépassé l'âge de sept ans, à partir de la date de leur fabrication ou, à défaut, de la date de leur mise en service. Les chaînes ou équipements de production ainsi que tous équipement, et/ou matériels agricoles utilisés sont soumis, avant leur expédition, à l'octroi d'une attestation d'éligibilité délivrée par le directeur de wilaya chargé de l'industrie où l'activité de production ou agricole est implantée, selon les conditions citée dans le même texte: être immatriculé au registre de commerce et/ou possédant la carte professionnelle d'agriculteur, avoir une activité de production de bien ou de service en relation

avec les chaînes ou équipements de production utilisés ou une activité dans une exploitation agricoles et disposer d'infrastructures nécessaires. Les chaînes ou équipements de production ainsi que les équipement et/ou matériels agricoles doivent être évalués par un organisme de conformité accrédité par l'Organisme algérien d'accréditation "Algerac" ou accrédité par un organisme étranger reconnu, et ne doivent pas représenter un risque sur la sécurité, la santé et l'environnement. D'après la même source, l'opérateur économique doit introduire sa demande d'octroi d'attestation d'éligibilité de dédouanement via une plate-forme numérique interconnectée auprès du ministère de l'Industrie, contre une délivrance d'un récépissé de dépôt. Après le dépôt de demande, toute réserve éventuelle est notifiée à l'opérateur économique, dans un délai n'excédant pas les 30 jours qui suivent la date de délivrance de récépissé de dépôt, afin que celui-ci puisse y remédier, dans un délai de 30 jours à partir de la date de notification. Avant de statuer sur la demande d'octroi de l'attestation d'éligibilité, le directeur de wi-

laya chargé de l'industrie doit recueillir l'avis du ministère du Commerce, de l'Algerac et du directeur des services agricoles de wilaya, pour les aspects qui les concernent. Il peut, également, consulter tout autre organisme qui, en raison de ses missions, peut l'éclairer dans l'examen de la demande. L'attestation d'éligibilité est établie et rendue dans un délai n'excédant pas les 40 jours qui suivent la date de délivrance du récépissé de dépôt, alors que l'opérateur économique dispose d'un délai d'une année pour faire valoir l'attestation d'éligibilité, ce délai peut être exceptionnellement prorogé, sur demande de l'intéressé, pour une durée n'excédant pas six mois, passé ce délai, l'attestation devient sans effet. La chaîne ou l'équipement de production, ainsi que les équipements ou matériels agricoles, utilisés, doivent être mis en service par l'opérateur économique, pour les besoins propres de son activité, dans un délai de six mois, à partir de la date de leur dédouanement. La mise en service doit être attestée par un procès-verbal établi par un huissier de justice ou par un expert spécialisé, assermenté et agréé, d'après le même texte.

SKIKDA

Réception prochaine de 2 centres de proximité de stockage de céréales à Beni Oulbane

Deux centres de proximité de stockage de céréales d'une capacité globale de 100.000 quintaux seront réceptionnés dans la commune de Beni Oulbane, dans la wilaya de Skikda, au cours du dernier trimestre 2024, apprend-on samedi des services de la wilaya. Selon la même source, le projet

de réalisation de ces deux centres de proximité de céréales dont les travaux ont démarré en fin juin passé avec une capacité de stockage de 50.000 quintaux chacun s'inscrit dans le cadre du programme national de consolidation des capacités de stockage des céréales. Au cours de son inspection récente du

chantier de ce projet, le wali, Mme Houria Meddahi a exhorté les responsables concernés à accélérer le rythme des travaux et renforcer le chantier en moyens matériels et humains par le recours au système de travail par équipes afin de livrer ces deux structures de stockage dans les délais contractuels fixés

à quatre mois, ont ajouté les mêmes services. Ce projet qui rapproche les structures de stockage des zones de production revêt une importance majeure en permettant de consolider les capacités locales de stockage et en améliorant les conditions de travail des agriculteurs, est-il noté.

BOUMERDES

Plus de 100 bénéficiaires de contrat de concession agricole

Plus de 100 agriculteurs et investisseurs du secteur agricole de Boumerdes ont bénéficié de contrat de concession agricole remis, jeudi, lors d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya, en présence des autorités locales. La remise de ces contrats intervient suite aux efforts des services concernés qui "ont redoublé d'efforts" pour parachever le traitement et la régularisation de la si-

tuation de la totalité des demandes en la matière, a indiqué la wali, Fouzia Naâma, dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie de distribution. L'opération d'aujourd'hui, première du genre pour l'année 2024, porte à 96% le taux d'avancement de la remise des contrats de concession dans la wilaya", a-t-elle précisé, assurant que l'opération se poursuit. A noter que la durée de validité du

contrat de concession accordé à chaque agriculteur et investisseur agricoles est de 44 ans renouvelables, à compter de la date de remise du document. Cette opération de distribution de contrats de concession s'inscrit dans le cadre de la "nouvelle stratégie de l'Etat pour la régularisation de la situation du foncier agricole" conformément à la loi 21/432. Une stratégie visant la consécration de la sécurité alimentaire

nationale dans différentes filières agricoles, notamment celles assurant des produits à large consommation", selon Mme. Naâma. La responsable a indiqué que l'opération entre aussi dans le cadre de l'assainissement et de l'organisation du foncier agricole, de la levée des obstacles et de la réunion des conditions nécessaires aux investisseurs pour qu'ils puissent relever le rendement agricole.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

De nouvelles mesures annoncées

Dans un contexte marqué par la crise sanitaire mondiale, l'Algérie a démontré une résilience économique remarquable. Lors du discours prononcé à l'occasion de la remise du prix du président de la République du meilleur exportateur pour l'année 2023, Abdelmadjid Tebboune a dévoilé une série de mesures ambitieuses visant à dynamiser le secteur économique national et à stimuler davantage les exportations algériennes.

Par Réda Hadi

En effet, soulignant l'importance cruciale de ces initiatives pour l'avenir économique du pays, le Président Tebboune a affirmé que l'Algérie était résolue à renforcer sa position sur la scène mondiale en tant que partenaire commercial fiable et compétitif, et d'affirmer que notre pays ayant adopté une stratégie de diversification de son économie, a réalisé des volumes sans précédent des exportations hors hydrocarbures. Se situant autour de 7 milliards de dollars, ces exportations peuvent réaliser de meilleurs chiffres à l'avenir, a assuré le président de la République, appelant à la poursuite des efforts en vue d'augmenter le volume pour atteindre l'objectif de 29 milliards de dollars en 2030. Parmi les mesures clés pour renforcer les exportations, Tebboune a mis en avant la redéfinition stratégique de la carte du commerce extérieur, une initiative destinée à aligner les priorités nationales avec les défis géopolitiques globaux. Ainsi, il a été décidé la libéralisation des exportations de certains secteurs de production, dont les capacités ont dépassé les besoins nationaux, à l'instar de l'huile, du sucre et des pâtes. En parallèle, le président a souligné la mise en place imminente de bases logis-

tiques dédiées à l'exportation à travers les pôles économiques du pays, facilitant ainsi les flux commerciaux internationaux. De plus, l'extension du réseau bancaire algérien à l'étranger, notamment en Afrique, ainsi que l'ouverture de nouvelles lignes commerciales aériennes et maritimes devraient renforcer le rôle pivot de l'Algérie dans la région. Les indicateurs sont au vert, et le Conseil du Renouveau Economique Algérien (CREA) a accueillie avec beaucoup de satisfaction les nouvelles décisions concernant l'export hors hydrocarbures annoncées par le Chef de l'Etat.

Levée d'interdiction des exportations du sucre, de l'huile et des pâtes alimentaires

En somme, les nouvelles mesures annoncées par le premier magistrat du pays concerne ces denrées, car elles ont pour but de consolider la tendance actuelle, marquée par l'augmentation du volume des exportations hors hydrocarbures, et particulièrement pour ces denrées, qui ont dépassé largement le seuil de satisfaction nationale, au point où exporter ne peut être qu'une formalité, avec tout ce qui a été mis en place par les pouvoirs publics pour booster ces secteurs. En effet, des observateurs assurent que pour consolider les acquis et accélérer la

transformation économique, le gouvernement envisage de mettre en œuvre plusieurs mesures complémentaires, telles que : La libéralisation des exportations : Certaines filières de production ayant atteint une certaine maturité seront progressivement ouvertes à l'exportation (tel que l'huile, le sucre et les pâtes...) Le développement des infrastructures logistiques par la création de plateformes logistiques qui facilitera l'accès des produits algériens aux marchés internationaux, notamment en Afrique. Et l'expansion du réseau bancaire à l'étranger, qui permettra l'ouverture de nouvelles agences bancaires en Afrique afin de renforcer la présence économique de l'Algérie sur le continent. Et de conclure, que l'ouverture de l'investissement dans la grande distribution devrait dynamiser le secteur du commerce et améliorer l'offre de produits aux consommateurs. En résumé, disent-ils, cela témoigne de la volonté du gouvernement algérien de faire de l'économie un moteur de développement et de progrès social. Les résultats obtenus ces dernières années sont encourageants et laissent entrevoir un avenir prometteur pour le pays. Cependant, la réalisation des objectifs fixés nécessitera une mobilisation constante de tous les acteurs économiques et sociaux.

OFFICE NATIONAL DES TERRES AGRICOLES

Plus de 1,2 million ha de terres à mettre en valeur par la concession

Synthèse Sirine R.

Plus de 1,2 million d'hectares de terres relevant du domaine privé de l'Etat à mettre en valeur dans le cadre de la concession ont été recensés, a annoncé le Directeur général de l'Office national des terres agricoles (ONTA), Mohamed Ameziane Lanasri. Il a précisé que dans le cadre du décret exécutif 21-432 du 4 novembre 2021, plus de 1,2 million d'hectares de terres relevant du domaine privé de l'Etat à mettre en valeur dans le cadre de la concession avaient été recensés, dont 113.713 hectares ont été transférés à l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) pour leur attribution au titre des cultures stratégiques. Il s'agit de nouveaux périmètres à mettre en valeur et de superficies disponibles récupérées sur d'anciens périmètres créés dans le cadre des précédents programmes de mise en valeur, a fait savoir le responsable. S'agissant des dossiers de régularisation en suspens concernant les anciennes formules en vertu du décret exécutif 24-55 de 2024 modifiant et complétant le décret exécutif 21-432, Lanasri a fait état de plus de 27.000 dossiers pour une superficie totale de plus de 579.000 hectares dans 33 wilayas, précisant que 91% des dossiers en suspens avaient été régularisés. Evoquant le bilan de l'opération de récupé-

ration du foncier agricole octroyé par l'Etat dans le cadre de la loi 10-03, prévoyant la conversion du droit de jouissance en droit de concession, le responsable a indiqué que près de 85.000 hectares de terres non-exploitées avaient été récupérés, dont 16.000 hectares ont été distribués en vertu de l'arrêté ministériel 1344 définissant les modalités d'appel à candidature et les critères de choix des candidats dans le cadre de la concession des terres agricoles, en attendant la distribution des 69.000 hectares restant après autorisation des walis et appel à candidature. Pour ce qui est des terres agricoles exploitées sans titres, M. Lanasri a fait savoir que l'Office avait recensé un total de 141.857 dossiers à régulariser pour les exploitants de ces terres, dans le cadre de la circulaire interministérielle 750 relative à l'assainissement du foncier agricole, ainsi que de l'arrêté interministériel de 2022 régissant l'opération de régularisation des exploitants sans titres dans le cadre de la mise en conformité des terres agricoles. -- Attribution de plus de 6.600 hectares de terres agricoles via la plateforme numérique -- Par ailleurs, et en ce qui concerne la numérisation, M. Lanasri a affirmé que "la numérisation de l'Office et de ses services a atteint un taux de 100%", mettant en avant "les résultats enregistrés sur sa plateforme numérique permettant aux intéressés de bénéficier d'un foncier agricole aux fins d'investissement". Depuis le lancement de la plateforme numérique de l'ONTA le 1er novembre 2023, plus de 6.600

hectares de terres ont été attribués à quelque 180 agriculteurs aux fins d'investissement, et ce, après la publication sur la plateforme de deux (2) portefeuilles fonciers, le premier pour une superficie totale de 13.582 hectares répartis sur 39 périmètres à travers cinq (5) wilayas et le deuxième pour une superficie de 235 hectares répartis sur cinq (5) périmètres dans la wilayas de Souk Ahras. Les dossiers de candidature au troisième portefeuille foncier concernant 22 périmètres d'une superficie totale de 24.790 hectares répartis sur sept (7) wilayas, également publié sur la plateforme, sont à l'étude. Un quatrième portefeuille foncier pour la distribution de 22.508 hectares est actuellement proposé sur la plateforme, a indiqué le responsable, assurant que "la publication des assiettes foncières se poursuivra dans la transparence la plus totale". Cette démarche qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la numérisation et à la modernisation du secteur de l'agriculture, tend à "faciliter l'accès aux terres agricoles en toute transparence et dans un délai court, ce qui est à même de contribuer à la sécurité alimentaire, d'alléger les charges administratives et de réduire la facture d'importation", a soutenu M. Lanasri. Les personnes souhaitant bénéficier d'un foncier agricole peuvent déposer leurs demandes directement via cette plateforme, créée en vertu du décret exécutif 21-432 du 4 novembre 2021.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Vers l'exportation de 150 000 tonnes de fer vers l'Espagne

Par M A.

L'Algérie se prépare à exporter 150 000 tonnes de fer vers l'Espagne par la société Tosyali Algérie. C'est ce que le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni, a annoncé, jeudi soir à Alger, indiquant que l'Algérie est prête à développer des partenariats économiques avec l'Espagne et renforcer les relations bilatérales. La récente prise de position de l'Espagne en faveur de la cause palestinienne et la reconnaissance de l'État de Palestine sont vues comme des occasions favorables pour améliorer les échanges commerciaux entre les deux pays, dira-t-il. Intervenant sur le plateau de la chaîne de télévision publique jeudi, le ministre a expliqué que les opérateurs économiques algériens, en tant que militants, choisissent de ne pas collaborer avec des États qui ne soutiennent pas le droit des peuples à l'autodétermination, en particulier en ce qui concerne la Palestine. Il a également précisé que la décision de l'Algérie de suspendre les échanges commerciaux avec l'Espagne était le résultat de choix des investisseurs et opérateurs algériens et non d'une décision politique. En faisant le bilan de la crise ayant affecté les relations entre les deux pays, Zitouni a souligné que la poursuite des relations commerciales n'était pas envisageable avec un pays dont les politiques sont en désaccord avec les principes algériens, surtout en matière de questions de libération. Il a conclu en affirmant que la responsabilité de la situation incombe à la partie espagnole et que l'Algérie a respecté les engagements de l'accord de bon voisinage. Il convient de rappeler que, depuis 2020, les relations algéro-espagnoles ont connu plusieurs évolutions importantes. Entre 2020 et 2021, les relations étaient relativement stables, mais des tensions ont commencé à émerger autour de questions diplomatiques et économiques, notamment en raison des positions divergentes sur le Sahara Occidental. En 2021, la situation s'est aggravée avec la suspension des échanges commerciaux et une intensification des tensions diplomatiques, principalement à cause des accusations selon lesquelles l'Espagne soutiendrait les revendications sahraouies. L'année 2022 a été marquée par une crise majeure, avec la suspension des importations algériennes de produits espagnols, exacerbant ainsi les tensions entre les deux pays. À partir de 2023, les deux nations ont entrepris des efforts de réconciliation, menant à des discussions visant à normaliser les relations et renforcer la coopération économique. De nouveaux accords ont été signés, signalant un retour progressif à des relations plus constructives.

ENTMV

Modifications dans le programme des traversées de et vers Alicante et Marseille

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a annoncé, jeudi dans un communiqué, des modifications dans son programme de traversées de et vers Alicante (Espagne) et Marseille (France) pour des raisons "indépendantes de sa volonté". "Par conséquent, le programme des traversées a été modifié comme suit : Oran-Marseille, le 26 juillet à 11h00 au lieu de la traversée Alger-Marseille initialement prévue. Alger-Marseille, le 28 juillet à 11h00 au lieu du 26 juillet 2024. Alicante-Oran, le 27 juillet à 19h00 au lieu du 26 juillet 2024. Oran-Alicante, le 28 juillet à 19h00 au lieu du 25 et 26 juillet 2024. Alicante-Alger, le 29 juillet à 19h00 au lieu du 27 juillet 2024. Alger-Alicante, le 30 juillet à 14h00 au lieu du 28 juillet 2024. Alicante-Oran, le 31 juillet à 19h00 au lieu du 29 juillet 2024", précise le communiqué.

ASPHYXIE AU MONOXYDE DE CARBONE

Deux décès à Alger

Deux (02) décès par asphyxie au monoxyde de carbone ont été enregistrés vendredi à Alger, a indiqué un communiqué des services de la Protection civile. Les services de la Protection civile "sont intervenus, vers midi (12h00) (vendredi), suite à un accident d'asphyxie au gaz de monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-eau dans la cité Coopemad des Annassers, commune de Kouba, qui a fait deux décès (hommes), qui ont été transférés à la morgue de l'hôpital local", précise le communiqué.

BLIDA

De nouvelles spécialités à l'université Ali Lounici

De nouvelles spécialités universitaires seront introduites dans la nomenclature de formation de l'université Ali Lounici d'El Affroun (Ouest de Blida), au titre de la prochaine rentrée universitaire 2024-2025, a-t-on appris lundi, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur. Selon la même source, cette université comptant quatre facultés dédiées à la littérature et les langues, le Droit et les sciences politiques, les sciences humaines et sociales et les sciences économiques, commerciales et sciences de gestion, assurera à partir de la rentrée prochaine de nouvelles spécialités en Licence et Master. Ainsi, le département des sciences de l'information et de la communication de la Faculté des sciences humaines et sociales assurera une nouvelle formation en Master en audiovisuel et presse écrite, tandis qu'une spécialité en traduction sera introduite à la Faculté de littératures et des langues, outre l'histoire et la civilisation islamique. A noter qu'une vidéo détaillée sur toutes les spécialités assurées par les quatre facultés de l'université Ali Lounici est actuellement diffusée sur le site électronique de cet établissement en prévision des inscriptions préliminaires des nouveaux bacheliers dont le lancement, à distance, est prévue à partir de demain mardi jusqu'au 27 du mois de juillet courant. Le même établissement universitaire sera également renforcé, au titre de la nouvelle rentrée universitaire 2024/2025, par de nouvelles structures pédagogiques, représentées notamment par un projet de 1000 nouvelles places pédagogiques, attendu à la réception à la fin de l'année 2024. A cela s'ajoutent un projet de 500 places pédagogiques supplémentaires affectées au nouveau département de traduction, en plus d'une bibliothèque centrale, selon la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

MÉDECINE MODERNE

Le rôle de l'intelligence artificielle expliqué à Alger

L'apport de l'intelligence artificielle (IA) à la médecine moderne, notamment par l'amélioration de la qualité des soins et la réduction de leur coût, a constitué le thème d'une conférence animée, jeudi à Alger, par le Pr Salim Bouguermouh. Lors de sa présentation à l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), intitulée "Révolutionner les soins de santé: le rôle de l'Intelligence artificielle dans la médecine moderne", le Pr Bouguermouh a évoqué les domaines d'intervention de l'IA en recherche médicale, en applications pour diagnostics, en administration, etc.. Il a souligné "sa

capacité à améliorer la qualité des soins, en aidant à identifier les pathologies et les traitements personnalisés des patients, voire même à entraîner un robot à pratiquer une intervention chirurgicale, etc". "L'Intelligence artificielle facilite également la digitalisation des dossiers médicaux et leur assure, ainsi, une meilleure sécurité", a poursuivi l'intervenant, relevant "le gain en temps et en coût économique" que l'usage de cette technologie moderne réalise au profit des systèmes de santé au monde. Le conférencier a plaidé pour que l'Algérie s'y inscrive davantage, en exploitant

les algorithmes et autres datas internationaux dédiés à la santé, tout en prenant le soin de les "adapter aux spécificités et besoins de notre pays, d'autant plus que des progrès importants ont été réalisés ces dernières années pour la généralisation de l'internet et des nouvelles technologies de communication", a-t-il relevé. Il a encouragé, à ce propos, les startups algériennes à investir dans l'intelligence artificielle, notant que ce domaine constitue "un incroyable potentiel en matière de création d'emplois et d'économie en santé".

MOBILIS- BANQUE NATIONALE DE L'HABITAT

Signature d'un accord de partenariat dans le domaine de la formation

Farah Ouchabane, en présence du DG de la BNH, Ahmed Belayat, et du DG de Mobilis, Chawki Boukhazani. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Belayat a salué l'intérêt accordé par Mobilis aux premiers lauréats du Baccalauréat 2024, en vue de leur permettre de suivre une formation universitaire qui sera sanctionnée par un diplôme de Licence dans deux nouvelles spécialités, à savoir, la gestion des projets de Bâtiment et la réhabilitation du Bâti, affirmant que cette formation dispensée par l'EMB, qui vient d'avoir son accréditation auprès du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, est lancée

pour la première fois en Algérie. Le PDG de Mobilis, s'est félicité, quant à lui, de l'ouverture de la formation dans les domaines de la gestion des projets de Bâtiment et la réhabilitation du Bâti au niveau de l'EMB, pour former des cadres algériens spécialisés dans ce domaine, ajoutant que cet accord intervenait pour encourager les premiers lauréats du Baccalauréat (10 étudiants), qui bénéficieront de l'accompagnement de Mobilis pendant leur cursus, avec promesse de recrutement en contrats de travail à durée indéterminée (CDI) dès leur sortie.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONSوزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURALعرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 14 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Juillet 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹				
DA / Kg		دج / كلغ				
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	94	102	86	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	68	80	56	الطماطم	
	Oignon sec	48	54	43	البصل الجاف	
	All sec	324	387	261	الثوم الجاف	
	Carotte	77	92	61	الجزر	
	Navet	183	199	166	لفت	
	Poivron	99	111	87	الفلفل الاخضر	
	Piment	121	139	104	الفلفل الحار	
	Courgette	79	89	68	الكوسة	
	Haricot vert	209	230	188	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	93	103	82	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	436	534	338	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	555	690	420	التمر	
	Melon	113	125	101	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	86	97	74	البطيخ الاحمر	
	Banane	323	338	308	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1747	1891	1603	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	337	349	326	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)	

EXPORTATION DE L'HYDROGÈNE VERT VERS L'EUROPE

L'Algérie se positionne en leader

L'Algérie manifeste son ambition d'exporter de l'hydrogène vert vers l'Europe, dont le besoin prévu est de 10 millions de tonnes d'ici 2030. Cette demande est motivée par les efforts de l'Union européenne pour décarboner son économie, notamment dans les secteurs industriels énergivores. L'Algérie, avec ses vastes ressources en énergies renouvelables, se positionne comme un fournisseur clé pour répondre à cette demande croissante, a déclaré, jeudi dernier, Rabah Sellami, directeur de l'hydrogène et des énergies alternatives au Commissariat des énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, lors de son passage à la radio nationale.

Par Mourad A.

L'invité de la rédaction, Rabah Sellami, a expliqué qu'en 2023, l'Algérie a élaboré une stratégie nationale visant à développer sa filière hydrogène vert. Cette stratégie, intégrée dans un plan énergétique plus large, met en avant le potentiel du pays à devenir un acteur majeur sur le marché mondial de l'hydrogène. Grâce à ses ressources naturelles et à ses infrastructures existantes, l'Algérie vise à fournir environ 10 % de la demande européenne en hydrogène vert. Cette position de fournisseur clé est soutenue par des investissements dans des technologies de production d'hydrogène vert et des partenariats avec des entreprises et des gouvernements européens. Il a également souligné qu'une feuille de route détaillée a été établie pour atteindre les objectifs en matière d'exportation d'hydrogène vert et de décarbonation de l'économie. Cette feuille de route vise à augmenter la production d'hydrogène vert, avec un objectif de 1,2 million de tonnes d'ici 2040, principalement destiné à l'exportation vers l'Europe pour répondre à la demande croissante. Pour soutenir cette production, l'Algérie prévoit de développer et d'améliorer ses

infrastructures existantes, notamment ses pipelines de gaz naturel, et d'investir dans de nouvelles installations spécifiques à l'hydrogène, comme des électrolyseurs et des unités de stockage. L'Algérie entend également renforcer ses partenariats avec des entreprises et des institutions européennes pour bénéficier de leur expertise technologique et de leur expérience en matière de projets d'hydrogène à grande échelle. En plus de l'exportation, le pays vise à produire environ 300 000 tonnes d'hydrogène vert et/ou bleu pour décarboner certains secteurs prioritaires de son économie, tels que la sidérurgie, la production d'ammoniaque et l'industrie du verre. Cette initiative contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à promouvoir une économie plus durable. Enfin, la mise en place d'un cadre réglementaire favorable et d'incitatifs financiers pour attirer les investissements nationaux et étrangers est également une priorité. Cela inclut des subventions pour les projets d'énergies renouvelables et des incitations fiscales pour les entreprises investissant dans la production et le transport d'hydrogène.

L'intervenant a évoqué le projet Corridor SudH2, le qualifiant d'élément central de cette stratégie. Ce projet est une initiative

européenne visant à transporter de l'hydrogène vert depuis l'Algérie et la Tunisie vers l'Europe, notamment vers l'Allemagne. Ce pipeline de 3 300 km pourra transporter 4 millions de tonnes d'hydrogène par an, avec des infrastructures de stockage saisonnier pour gérer les fluctuations de la demande. Le Corridor SudH2 est crucial pour l'Algérie, car il lui offre un accès privilégié au marché européen de l'hydrogène. Le projet pourrait utiliser les infrastructures gazières actuelles de l'Algérie ou nécessiter la construction de nouvelles installations. La collaboration avec les partenaires européens apportera une expertise technologique et une gestion de projets complexes, essentielles pour le succès de l'initiative. Le coût de l'hydrogène dépendra largement du coût de l'électricité renouvelable utilisée dans sa production, un domaine que l'Algérie cherche à optimiser. Enfin, la stratégie nationale de l'Algérie pour l'hydrogène vert est ambitieuse et bien structurée. En se positionnant comme un fournisseur clé pour l'Europe et en investissant dans ses propres infrastructures et technologies, l'Algérie vise à jouer un rôle central dans la transition énergétique mondiale.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Plus de 77% des nouveaux bacheliers préinscrits

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a annoncé, samedi à Alger, que 316.075 nouveaux bacheliers avaient effectué leurs préinscriptions, soit plus de 77% du total des titulaires du Baccalauréat de l'année 2024. S'exprimant à l'ouverture des travaux de la Conférence nationale des universités, M. Baddari a indiqué que "392.480 étudiants ont accédé à la plateforme et validé la charte élec-

tronique du ministère, soit plus de 95% des nouveaux bacheliers, sachant que les inscriptions se poursuivent tout au long de la journée de samedi", relevant que "la plateforme d'enseignement de la langue anglaise compte 410.099 inscrits". Les inscriptions des nouveaux bacheliers seront validées entre le 28 et le 30 juillet et les résultats de l'orientation seront annoncés le 6 août. Les étudiants devront ensuite s'acquitter des

droits d'inscription entre le 10 et le 15 août. Le ministre a, par ailleurs, affirmé que le bilan de l'année universitaire 2023/2024 avait été positif dans plusieurs domaines, notamment "dans l'entrepreneuriat avec la formation de 200.000 étudiants et la création de 117 incubateurs d'affaires, de 107 centres de développement de l'entrepreneuriat et de 55 maisons de l'intelligence artificielle". Il a également cité le domaine de la nu-

mérisation avec, a-t-il dit, «la création de 60 plateformes numériques et la généralisation du système +PROGRES+». Concernant la préparation de l'année universitaire 2024-2025, M. Baddari a précisé qu'une réflexion sera menée pour "adapter l'enseignement aux exigences de l'époque et renforcer ainsi le processus de passage de l'université classique à l'université de quatrième génération".

R. E.

COOPÉRATION

Une délégation d'affaires mauritanienne en Algérie

Une délégation d'affaires mauritanienne se trouve actuellement en Algérie pour explorer les possibilités de coopération et de partenariat avec des entreprises algériennes dans le secteur agricole, notamment dans l'industrie des équipements agricoles, a appris l'APS auprès de la Confédération des industriels et des producteurs algériens (CIPA), qui est à l'initiative de cette visite. Conduite par la Directrice générale adjointe de La Mauritanienne des produits d'élevage, relevant du ministère mauritanien de l'Élevage, Teslem Cheikh Bourweiss, la délégation est com-

posée de représentants de plusieurs entreprises mauritaniennes publiques et privées. Au cours de cette visite de dix jours, entamée mardi, une séance de travail a été organisée entre la délégation et les responsables et cadres de la CIPA, à leur tête son président, Abdelwahab Ziani, pour discuter de la possibilité d'exporter vers la Mauritanie des équipements agricoles et électriques fabriqués en Algérie et destinés aux laiteries, aux abattoirs industriels et aux parcs animaliers, a déclaré à l'APS Samira Djafri, conseillère à la CIPA. La délégation mauritanienne s'intéresse également à la coopéra-

tion avec des opérateurs algériens dans les domaines de l'emballage et de la production d'aliments pour animaux d'élevage, de compléments alimentaires pour animaux et de médicaments vétérinaires, selon Mme Djafri, qui a mis en avant "la solidarité et la profondeur des relations historiques, culturelles et sociales entre l'Algérie et la Mauritanie, renforcées ces dernières années par la coopération dans différents domaines, notamment économique et commercial, avec des échanges en plein essor". De son côté, la Directrice générale adjointe de La Mauritanienne des produits d'élevage

a souligné l'importance de cette visite, qui a vocation, a-t-elle dit, à "renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays" et à "nous permettre de bénéficier des grands progrès réalisés récemment par l'Algérie dans plusieurs secteurs industriels". Pour sa part, l'expert mauritanien en cultures fourragères au sein de La Mauritanienne des produits d'élevage, Mohamed El Abdi, a fait savoir que cette visite était l'occasion de visiter plusieurs usines algériennes et de bénéficier de l'expertise algérienne dans les industries agricoles.

R. E.

SON PDG L'A SOULIGNÉ DEPUIS ORAN

Sonatrach déterminée à atteindre les plus hauts niveaux d'efficacité productive

Le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a effectué une visite de travail et d'inspection dans la zone industrielle d'Arzew (Oran), où il a souligné l'engagement du groupe public à atteindre les plus hauts niveaux d'efficacité productive dans ses installations industrielles, a indiqué un communiqué de l'entreprise. M. Hachichi a précisé que la visite qu'il a effectuée les 24 et 25 juillet à la tête d'une importante délégation de cadres dirigeants de l'entreprise pour s'enquérir du fonctionnement des unités de production à Arzew "traduit l'engagement constant de Sonatrach à atteindre les plus hauts niveaux d'efficacité productive dans ses différentes installations et bases industrielles", a précisé le communiqué. Cette visite reflète également la volonté de Sonatrach d'accélérer la cadence des projets vitaux "bénéficiant aux citoyens", a-t-il ajouté. M. Hachichi a entamé sa visite par l'inspection du quai de chargement de propane et de butane du Complexe de liquéfaction du gaz naturel (GP1Z), un maillon important de la chaîne de valeur du gaz naturel liquéfié, selon la même source. Il s'est ensuite rendu au Complexe de liquéfaction du gaz naturel (GL3Z), où il a reçu des explications sur le plan de réhabilitation de cette installation prévoyant des travaux de maintenance faisant appel aux techniques de l'intelligence artificielle et aux technologies de pointe en vue réduire l'empreinte carbone et de renforcer la durabilité des ressources dans cette installation stratégique. Le PDG de Sonatrach s'est également enquis du fonctionnement des terminaux de chargement du gaz naturel liquéfié (GNL) avant de visiter les installations de la Société de gestion et d'exploitation des terminaux marins à hydrocarbures (STH) à Arzew. Au deuxième jour de la visite, M. Hachichi et la délégation l'accompagnant ont inspecté le projet de réalisation d'une station de dessalement à Cap Blanc (ouest d'Oran) d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes/jour, dont les travaux ont atteint 69%. Ce projet vital réalisé par l'Algerian Energy Company (AEC) devrait contribuer à l'alimentation de la wilaya en eau potable et renforcer les ressources hydriques des wilayas voisines, a souligné la même source. Le PDG s'est ensuite rendu à Beni Saf (wilaya d'Aïn Témouchent) pour inspecter la station de dessalement de Chatt El Hilal, où un incendie s'est déclaré la semaine dernière, avant de reprendre partiellement ses activités de production "en un temps record" avec une capacité de 100.000 mètres cubes/jour. Cette station retrouvera sa pleine capacité de 200.000 mètres cubes/jour après le parachèvement des travaux de maintenance "dans les tout prochains jours", selon le communiqué. M. Hachichi a achevé sa visite en se rendant au siège de la Sonatrach Management Academy à Oran, où il a reçu des explications sur les différentes filières de formation proposées, avant d'inspecter ses structures de base dotées de moyens pédagogiques et d'équipements technologiques modernes qui permettent d'offrir une formation de qualité aux cadres et employés du groupe Sonatrach.

R. E.

EL-MENEAÂ
Entretien de 400
km/linéaires de
réseaux de
distribution du
gaz naturel

Des opérations d'entretien de 400 km/linéaires de réseaux de distribution du gaz naturel ont été menées dans la wilaya d'El Ménéaâ , au titre des programmes visant l'amélioration de la qualité de service public, a rapporté vendredi la cellule de communication de la direction de la distribution de l'Electricité et du Gaz (Sonelgaz-Distribution). Des équipes de l'entreprise ont été mobilisées pour assurer les travaux de maintenance durant le premier semestre de l'année en cours, qui ont concernés près de 11.753 abonnés au réseau de gaz naturel, dans le but d'améliorer les prestations fournies aux clients en matière d'approvisionnement en gaz naturel, a-t-on précisé. Ces travaux ont permis d'entretenir 400 km/linéaires du réseau de distribution du gaz naturel dans les communes d'El Ménéaâ et Hassi Lafhal, 145 km de soupapes de gaz, outre 96 colonnes ascendantes d'immeuble, ainsi que 2. 942 branchements, a-t-on expliqué. Ces opérations de maintenance s'inscrivent dans le cadre du programme de surveillance périodique et continue du réseau de distribution du gaz naturel, destiné aux clients de l'entreprise à travers la wilaya, selon la même source

SÉTIF
Vers le lancement
des travaux d'une
route touristique
entre les
communes de
Babor et de Oued
El-Bared

Les travaux de réalisation d'une route touristique reliant les deux communes de Babor et de Oued El-Bared à l'extrême nord de Sétif "seront lancés au cours du mois d'août prochain", a indiqué jeudi le président de l'Assemblée populaire de la commune de Babor. Dans une déclaration à l'APS, M. Nacir Debabha a précisé que ce projet sectoriel chapeauté par la direction des travaux publics mobilise un montant de 150 millions DA dégagé du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales au titre de l'exercice 2024. Ce projet est appelé à contribuer au soutien du développement local de la région et à la promotion du tourisme en améliorant les conditions de déplacement et de mobilité des habitants de la région, selon la même source. Le début des travaux de ce projet aura lieu dès le parachèvement des procédures légales requises, selon le même élu qui a souligné que d'autres projets de développement seront "prochainement" lancés au profit de cette collectivité locale.

MOSTAGANEM

Production de près de 3,2 millions de quintaux de pomme de terre de saison

Environ 3,2 millions de quintaux de pomme de terre de saison ont été produits dans la wilaya de Mostaganem au titre de la saison agricole 2023-2024, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction de wilaya des Services Agricoles

Le bilan définitif du service d'organisation de la production et de l'appui technique, dont une copie a été reçue par l'APS, fait ressortir que l'opération de cueillette de pomme de terre de saison, lancée dans la wilaya de Mostaganem de la période allant d'avril à fin juin dernier, a donné lieu à une production estimée à 3,142 millions de quintaux. Les superficies emblavées et récoltées lors de cette campagne ont atteint 10.475 hectares (100 pc) avec un rendement de 300 quintaux à l'hectare, a-t-on ajouté. D'autre part, une production de plus de

57.000 qx de pomme de terre de saison a été réalisée, lors de cette campagne, destinée à l'intensification des semences et sera orientée à couvrir les besoins des agriculteurs, lors de la période de la production de pomme de terre d'arrière saison. Dans le cadre de ce programme orienté vers l'intensification des semences, le comité mixte a rejeté 93 hectares de superficies cultivées réservées à cette opération et les a orientés vers la consommation, puisque sa production totale s'élève à plus de 23.000 quintaux. Ces quantités, qui ont contribué à la stabilité des prix et à leur re-

tour à un niveau raisonnable, s'ajoutent à la récolte de pommes de terre primeurs, dont la production a dépassé, cette année, les 50.000 quintaux, a-t-on expliqué. La wilaya de Mostaganem qui a connu une production de plus de 4 millions de qx, l'année dernière approvisionne les marchés au niveau national et régional, durant toute l'année, notamment durant le deuxième trimestre (3,5 millions de qx) à la faveur de la campagne saisonnière et le 4ème et dernier trimestre (500.000 qx), grâce à la campagne d'arrière saison, selon le bilan annuel des services agricoles.

TOURISME SAHARIEN

Plus de 11.000 touristes étrangers ont afflué cette saison à Djanet

Plus de 11.000 touristes de différentes nationalités, auxquels s'ajoutent plus de 21.000 nationaux, ont afflué vers la région de Djanet, depuis le début de la saison touristique saharienne 2023/2024, a indiqué jeudi la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat (DTA). Ce nombre de visiteurs est jugé plus important que celui enregistré dans la région durant la saison précédente (2022/2023), avec pas moins de 7.000 touristes étrangers et plus de 18.000 nationaux, a précisé le DTA, Amine Hammadi. Il a expliqué cet accroissement par l'effet d'une série de mesures prises par les pouvoirs publics pour la relance et la promotion du tourisme saharien, notamment l'ouverture d'une nouvelle liaison aérienne hebdomadaire Paris (France)-Djanet, et

de nouvelles lignes intérieures Constantine/Djanet et Oran/Djanet. A ces actions visant à encourager les touristes à opter pour la destination de Djanet, "Perle du Sahara", viennent se greffer la facilitation de l'établissement du Visa au niveau des aéroports et postes frontaliers pour les touristes étrangers affluant vers les régions du Sud, et la contribution du guichet unique, regroupant différents services, à la facilitation des procédures pour permettre aux touristes étrangers un séjour agréable, a-t-il ajouté. Le plafonnement par les agences de tourisme et de voyages des prix des prestations, ayant permis à de nombreuses familles algériennes de visiter la région, a également contribué à l'attrait des touristes et à un regain d'intérêt pour la destination saha-

rienne, selon la même source. Des circuits touristiques ont été aussi prévus par les agences de tourisme et de voyage en direction des touristes pour leur permettre de découvrir, à travers des programmes bien étudiés, les importantes potentialités touristiques, fierté de la région, dont les sites touristiques et archéologiques très convoités de "Tadreret El-Hamra", "l'Oasis d'Iherir", le site d'Issendilène ainsi que les ksour d'Azelouaz, El-Mihane et Adjahil, à Djanet. D'intenses préparatifs sont entrepris par ailleurs, en prévision du lancement de la prochaine saison touristique (2024/2025), à travers l'organisation de rencontres de coordination entre opérateurs et agences de tourisme et de voyages, en vue d'examiner les voies à même d'enrichir et

d'améliorer les prestations, et l'élaboration de programmes susceptibles d'inciter les touristes à opter pour la destination Djanet, a encore soutenu M. Hammadi. Les agences de tourisme et de voyage entendent, en outre, lancer, avec le concours du secteur, des associations activant dans le domaine et des hôteliers, des campagnes de volontariat pour le nettoyage des sites touristiques et archéologiques disséminés à travers la région. Un des plus grands musées à ciel ouvert au monde, le Tassili N'Ajjer, demeure une destination touristique par excellence, au regard de ses nombreux atours touristiques, dont des peintures et gravures rupestres millénaires et des paysages naturels sublimes.

GHARDAÏA

Plus de 30 millions DA pour la maintenance des réseaux électriques

Pas moins de 31 millions de dinars ont été investis par la direction locale de la société nationale de distribution d'Electricité et du gaz (Sonelgaz) au terme d'une vaste opération de maintenance prédictive des différents ouvrages, postes de transformateurs et réseaux électriques, à travers la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris lundi auprès des responsables de cette entreprise. Cette opération de maintenance et de rénovation prédictive des lignes aériennes et autres infrastructures électriques soumises à plusieurs aléas climatiques (pluie, vent, érosion) et dégradations, a été lancée en prévision de la période estivale afin de déceler des défauts pouvant entraîner l'indisponibilité des lignes, a déclaré à l'APS, le chargé de la communication de Sonelgaz, Yahia Abbas. Elle a permis également de vérifier le bon fonctionnement de l'ensemble des réseaux, des équipements et vérifier les défauts et dé-

faillance des lignes de haute et basse tension ainsi que les lignes de raccordement, a-t-il précisé. Au terme de cette opération, plus de 1.284 Km linéaires de réseau de distribution électrique (moyenne et basse tension) jugés défectueux ont été réparés ou renouvelés ainsi que 482 postes transformateurs. Cette opération a ciblé plus de 689 km linéaires de moyenne tension et 592 Km linéaires de basse tension, a ajouté le même responsable, soulignant que plusieurs équipes ont été déployées sur le terrain pour répertorier les défaillances et procéder aux mesures efficaces permettant de mettre en œuvre des actions allant dans le sens d'augmenter la disponibilité des transformateurs et à rallonger la durée de vie des équipements électriques. Cette maintenance qui vise l'amélioration continue des performances des équipements, a été également accompagnée, avec le soutien des communes et des agents de la

conservation des forêts, par plus de 160 opérations de l'élagage des arbres pour sécuriser les réseaux et autres équipements électriques afin d'éviter les incendies ou la défection des réseaux. La wilaya de Ghardaïa a bénéficié au début de l'année 2024 d'une enveloppe de 334 millions de DA avant de recevoir un investissement supplémentaire de 100 MDA, pour faire face à une forte expansion de la demande en énergie électrique notamment durant la période estivale. La demande croissante en électricité aussi bien de la population que les différents secteurs d'activité économique notamment l'agriculture, a imposé la mise en œuvre d'un programme de renforcement du réseau électrique pour l'année en cours afin de répondre à la tendance haussière de la demande en énergie électrique notamment en période estivale estimée annuellement à 10%, selon la direction locale de distribution (Sonelgaz).

IA : que faire du temps gagné par les salariés ?

L'égalité entre les hommes et les femmes n'attend pas : c'est un impératif immédiat. Les crises, les conflits et les grands bouleversements qui traversent le monde, du changement climatique et de l'épuisement des ressources naturelles aux transitions technologiques, sont autant de facteurs qui creusent les inégalités entre les hommes et les femmes.

Par Mathilde Le Coz (*)

L'IA générative, véritable assistance avec laquelle nous pouvons dialoguer, bouscule d'un revers de la main l'ensemble de nos méthodes de travail. C'est aussi le cas dans le domaine des RH avec l'accélération des procédures de recrutement et de montée en compétences des salariés ou la rapidité d'exécution des tâches administratives, bureautiques ou encore en termes de création de contenu. L'IA en soi n'est pas nouvelle : son déploiement a longtemps servi l'automatisation et la robotisation de certaines tâches, et notamment ciblant des métiers dits « pénibles ». Les cols blancs aussi étaient déjà en contact avec ces IA, encapsulées dans de nombreux outils permettant analyse de données, automatisation de tâches administratives et autres. Toutefois, la question de l'IA générative adresse davantage la notion de création de données sous toutes leurs formes, qui jusqu'alors était réservée à l'intelligence humaine. En tant

que professionnels des RH, notre premier questionnement porte sur l'amélioration de la productivité des salariés grâce à ces assistances et cela pose plusieurs enjeux de transformation des organisations et de formation des collaborateurs, avec en premier lieu le respect de la protection des données. Avant d'envisager tout processus de montée en compétences, encore faut-il en comprendre les limites, les risques et usages et se questionner sur la finalité de cette amélioration de la productivité : que faire des opportunités permises par ce gain de temps et comment en tirer profit, à la fois pour le salarié et pour l'entreprise ? Faire le choix premièrement de rendre ce gain de productivité au salarié pour assouplir son temps de travail et permettre un meilleur équilibre vie professionnelle/vie personnelle. Cette occasion est d'autant plus d'actualité dans le cadre de la quête de la semaine de quatre jours : la question de la productivité n'est plus un problème dès lors que l'IA prend en charge un certain nombre de tâches bureautiques ou autres créations de contenus, ce qui permet au sala-

rié de se concentrer sur des missions à plus haute valeur ajoutée. Mais la réduction du temps de travail seule peut-elle être une fin en soi ? Les salariés expriment leur intérêt de pouvoir contribuer à des missions d'intérêt général ou un engagement au service du collectif, tout en développant davantage leurs compétences sur de nouveaux champs. Il paraît plus opportun de développer un modèle qui profite à la fois aux salariés et à l'entreprise, à travers le prisme d'une qualité de vie au travail plus épanouissante et utile à l'intérêt collectif. La seconde option pourrait alors être de faire de ce gain de productivité un temps de formation des salariés à des tâches à plus grande valeur ajoutée, qu'elle soit cognitive, émotionnelle ou relationnelle. Pour des professionnels RH, il peut par exemple être envisagé de passer plus de temps aux côtés des managers de l'entreprise, ou d'échanger encore plus longuement et qualitativement avec des candidats. En bref, passer plus de temps qualitatif auprès de notre capital humain ! Cette occasion est d'autant plus profitable dès lors qu'elle est asso-

ciée à une meilleure qualité de vie au travail par l'allègement de la charge du salarié. Pour aller plus loin, il est possible de transformer le gain de temps libéré des salariés en leur permettant de le réorienter vers des causes qui leur tiennent à cœur ou des missions proposées par l'entreprise telles que des actions de solidarité ou des missions en faveur de la protection de l'environnement. L'allègement de la productivité perçu se transformerait ainsi en un investissement d'un point de vue sociétal et environnemental qui servirait in fine l'organisation et l'intérêt général. C'est seulement à partir de cette réflexion que nous pourrions établir des méthodes de conduite du changement en interne, permettant par ailleurs d'éviter toute fracture sociale au sein de l'organisation et favoriser un environnement professionnel plus épanouissant, plus enrichissant et plus en phase avec la société pour les salariés.

(*) Directrice des ressources humaines de Forvis Mazars France.
Source : Les Echos

La révolution du logiciel rebat les cartes dans l'industrie automobile

Par Lionel Steinmann

Alors qu'il a fallu à Microsoft 80 millions de lignes de code pour bâtir son logiciel d'exploitation Windows 10, une voiture sortie il y a quatre ans en embarque 200 millions. Et la barre des 600 millions sera franchie en 2030, prédisent les experts. Le chiffre résume l'emprise grandissante du logiciel sur l'automobile, un véritable séisme qui bouscule le secteur bien plus que la conversion à l'électrique. Voici pourquoi.

Un bouleversement indispensable mais périlleux

Des phares à la climatisation, en passant par les suspensions et les essuie-glaces, les logiciels sont omniprésents dans un véhicule moderne. Ce qui finit par poser problème, car cela se traduit par des dizaines de calculateurs éparpillés partout dans la voiture, dotés d'une puissance limitée, et qui ne communiquent pas entre eux. Pour pouvoir continuer à développer des aides à la conduite de plus en plus sophistiquées, une rationalisation s'impose. Les constructeurs sont donc en train de basculer vers la mise en place d'une architecture logicielle centralisée (SDV dans le jargon du secteur, pour Software Defined Vehicle), qui suppose de remplacer la myriade de puces par deux ou trois ordinateurs centraux puissants, qui communiquent avec l'ensemble des pièces connectées. Tesla, qui partait d'une page blanche, a ouvert la voie dans ce domaine. Les nouvelles marques chinoises ont suivi. Mais la bascule est beaucoup plus compliquée pour les constructeurs occidentaux. Ces derniers doivent faire table rase de l'architecture précédente et repartir de zéro, alors que le cœur de leurs compétences réside dans la mécanique, et non dans l'informatique. Chez

Volkswagen, la bascule a viré à la catastrophe industrielle et a coûté son poste à l'ancien patron Herbert Diess. Cariad, l'entité montée pour développer une plateforme SDV maison, multiplie les retards malgré la mobilisation de milliers d'ingénieurs. Les constructeurs français ont ouvert ce chantier avec beaucoup de prudence. Renault annonce sa première plateforme SDV pour 2026, et s'appuie sur des entreprises expertes : Google, Qualcomm ainsi que Valeo, qui dispose de 9.000 spécialistes des logiciels et des systèmes d'exploitation parmi ses ingénieurs.

Des calendriers de production à revoir

Le principal avantage du SDV a été popularisé par Tesla : les voitures étant désormais connectées, il est possible de télécharger des mises à jour dans « ces smartphones sur quatre roues », et ainsi apporter des améliorations à quasiment toutes les fonctions du véhicule. Celui-ci peut ainsi rester au dernier cri technologique plusieurs années après l'achat. Mais cette possibilité bouleverse également le processus de mise au point d'un nouveau modèle. « Avec une voiture traditionnelle, le développement s'arrête lorsque la production démarre dans l'usine, souligne Derek de Bono, vice-président chargé du SDV chez Valeo. Les équipes passent alors à autre chose. Ce n'est plus le cas avec le SDV, qui permet de continuer à améliorer ou déboguer la partie logicielle plusieurs mois après l'arrivée du modèle dans les concessions, en utilisant les mises à jour à distance. » C'est en partie grâce à cela que les nouvelles marques chinoises ont réussi à réduire à deux ans le délai pour sortir un nouveau modèle, ce qui est deux fois plus rapide que chez les marques occidentales. La mise sur le marché se fait dès que la qualité des logiciels est jugée « suffisante », relevaient récemment les consultants d'AlixPartners. Les programmes

sont ensuite figés au fil de l'eau. Selon les chiffres du cabinet, les jeunes pousses chinoises du secteur réalisent en moyenne 40 mises à jour dans l'année qui suit le lancement d'un modèle, contre deux pour une marque occidentale installée en Chine. Raccourcir la durée de développement permet de réduire les coûts (et donc le prix de vente), tout en augmentant les chances de coller à la demande du marché. Cette pratique est une des clés du succès des marques chinoises sur leur marché domestique. En face, les constructeurs historiques n'ont pas (encore) les armes techniques pour rivaliser. Leurs ingénieurs rechignent également à faire mettre entre parenthèses leur culture du zéro défaut pour gagner quelques mois lors du lancement.

Suréquiper, juste ce qu'il faut

Les mises à jour à distance vont permettre d'installer plusieurs années après l'achat de nouvelles fonctionnalités... à condition que le matériel nécessaire pour les faire fonctionner soit présent dans le véhicule. Un nouveau système de parking autonome pourrait, par exemple, s'avérer inutilisable si la voiture ne possède pas le nombre de caméras et de capteurs requis. Pour ne pas insulter l'avenir, le constructeur doit donc prévoir plus d'équipements que ne le nécessite la technologie embarquée au moment du lancement. La SU7 de Xiaomi est, par exemple, dotée de 12 caméras, 12 radars et un lidar. De quoi être prêt le jour où la marque sera en mesure de proposer un système de conduite autonome. « Le sujet pour les constructeurs est de déterminer le bon niveau d'équipements, celui qui préservera un potentiel de développement et d'innovation demain sans trop rencherir le coût d'achat aujourd'hui », explique Derek de Bono. Un modèle économique chamboulé

Aujourd'hui, les constructeurs réalisent la plus grande partie de leur chiffre d'affaires lorsqu'ils vendent la voiture. Il s'agit d'écouler suffisamment d'exemplaires au bon prix pour couvrir l'investissement de départ et réaliser une marge. Cette équation va devoir être remise à plat à l'avenir, car le SDV ouvre la possibilité de générer des revenus supplémentaires bien après l'achat. Un chemin défriché par Tesla, et que suit BMW : grâce aux mises à jour à distance, ses clients peuvent d'ores et déjà installer (ou débloquer) sur leur voiture des fonctionnalités comme des feux de croisement anti-éblouissement (à partir de 10 euros mensuels), un régulateur de vitesse adaptatif (990 euros à l'achat) ou une suspension plus souple (20 euros mensuels). Les constructeurs vont ainsi accéder à des possibilités de revenus récurrents (une dimension très appréciée des analystes financiers), avec la possibilité de continuer à générer du cash durant dix à quinze ans, même lorsque le modèle aura cessé d'être commercialisé. Cette perspective va aussi influencer sur le prix de vente initial : si un constructeur peut anticiper des revenus récurrents, il peut prendre l'initiative de baisser le prix au départ. Cela pourrait expliquer en partie pourquoi la SU7 de Xiaomi ne coûte que 28.000 euros dans sa version de base, ce qui représenterait, selon les analystes de Citigroup, une perte de 9.000 euros par voiture vendue. Le fabricant de smartphones espère sans doute combler une part de son manque à gagner par la vente de services dans les années à venir. Générer de nouvelles ressources va devenir indispensable, car le SDV va également être une source de coûts supplémentaires. « La maintenance de la plateforme sera impérative, faute de quoi la voiture ne pourra plus rouler, ajoute Derek de Bono. Cela nécessitera des milliers d'ingénieurs, avec une vigilance particulière sur la cybersécurité. »

source : Les Echos

LIBYE

La production pétrolière a été la plus dynamique du continent en glissement mensuel

La Libye a enregistré la plus forte hausse de production de brut en Afrique, devant le Nigeria, premier producteur d'or noir du continent. C'est ce qu'indique le rapport mensuel de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) sur l'état du marché pétrolier global. Au terme de cette période, la production libyenne d'or noir a atteint 1,16 million b/j, contre 1,02 million b/j en janvier. Cette hausse s'inscrit dans une tendance marquée par l'augmentation générale de la production collective de l'OPEP qui a atteint 26,57 millions b/j en février, par rapport aux 26,37 millions de barils par jour de janvier.

TUNISIE

Hausse de 16 % de la valeur des exportations des produits agricoles biologiques

Les exportations des produits agricoles biologiques tunisiennes ont enregistré, au premier semestre 2024, une hausse de 16 % en termes de valeurs, par rapport à la même période de l'année précédente, selon le bulletin "Onagri vigilance", publié vendredi. La même source a souligné que les exportations des produits agricoles biologiques enregistrées à fin juin 2024, ont atteint 42.894 tonnes d'une valeur de 1039,5 millions de dinars tunisiens (DT) (environ 333,6 millions de dollars). En comparaison avec la même période de l'année précédente, on observe une diminution de 20,6 % en termes de quantité, par rapport à une augmentation de 16,0 % en termes de valeur. L'Italie est la principale destination de ces exportations avec 42,51% suivie par l'Espagne et la France avec respectivement 25,02% et 12,31%. Les exportations de produits biologiques se concentrent principalement sur l'huile d'olive et les dattes biologiques, suivies par les produits forestiers biologiques.

MAURITANIE

Lancement des activités du Festival International des dattes mauritaniennes à Tidjikja

La ville de Tidjikja, la capitale de la wilaya du Tagant, a abrité avant-hier vendredi la cérémonie de lancement des activités de la 3ème édition du festival international des dattes mauritaniennes.

L'événement est organisé sous le haut patronage de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh Al-Ghazouani et avec le soutien de Son Altesse Cheikh Mansour ben Zayed Al Nahyan, vice-président de l'État, vice-Premier ministre et président du cabinet de la présidence des Émirats Arabes Unis. Le festival organisé par le ministère mauritanien de l'Agriculture, en partenariat avec le Prix Khalifa International du palmier dattier et de l'innovation agricole, les 26, 27 et 28 juillet courant, vise à redynamiser l'intérêt au palmier et à ses produits, partant du fait que la wilaya du Tagant dispose d'une réserve d'oasis vaste et diversifiée. L'événement vise également à travers ses activités à augmenter la qualité, la diversité et la préservation du produit ainsi qu'à contribuer au transfert de savoir-faire et d'expériences étrangères aux agriculteurs locaux ; ce qui ne manquera pas d'avoir des impacts positifs sur le produit local en termes de qualité et de diversité des dattes. La cérémonie a été marquée par la présentation de deux films documentaires passant en revue l'importance du développement de l'agriculture et l'intérêt accordé aux régions oasiennes. Le premier documentaire réalisé par le ministère de l'Agriculture met en exergue la grande renaissance enregistrée dans ce sous-secteur au cours des dernières années, à travers le lancement d'un ensemble de projets

de développement importants, accordant une priorité particulière aux acteurs du domaine, la création d'un prix pour les producteurs de dattes dans le but d'encourager les oasiens à développer l'agriculture. La seconde projection préparée par le Prix Khalifa International du palmier dattier et de l'innovation agricole a permis aux participants de découvrir les acquis les plus importants réalisés par ce Prix dans cette filière, depuis la réhabilitation des usines de dattes, la fourniture de réfrigérateurs pour conserver le produit, en plus du lancement d'importants projets dans le même sous-secteur et du transfert d'expériences vers les pays arabes et les autres pays. Le palmier et l'homme mauritanien sont restés inséparables depuis des siècles, selon certaines études historiques, a déclaré le Ministre de l'Agriculture, M. MommaOuld-Beibatta à sa supervision dudit festival. En effet, il a continué depuis à jouir d'un statut spécial, en particulier avec la saison de la Guetna et au cours de l'organisation d'autres manifestations culturelles telles que les nuits du MedihNebeoui « chants faisant les louanges du Prophète Paix et Salut sur Lui », les compétitions de tir à la cible et la course des chameaux, a ajouté le ministre, a-t-il ajouté. La culture des palmiers constitue un objectif important et joue un rôle de premier plan dans l'atteinte de la sécurité alimentaire et la fourniture de moyens de

subsistance décentes aux habitants des zones oasiennes, a poursuivi OuldBeibatta, selon lequel, la superficie des oasis en Mauritanie est estimée à 12 hectares. Le pays renferme près de 2,6 millions de palmiers répartis entre les wilayas de l'Adrar, du Tagant, de l'Assaba et des deux Hohds en plus d'autres régions avec une production annuelle estimée à près de 24 mille tonnes de dattes, a poursuivi le ministre, soulignant l'importance de l'agriculture dans le pays. Ce dernier secteur occupe une place fondamentale dans la liste des priorités de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, dans le cadre d'un plan national intégré visant à construire une société civilisée jouissant de la paix, de la sécurité, de l'unité et de la stabilité et conformément à ses hautes orientations d'exploiter tous les moyens permettant la production de nos besoins à la lumière de la conjoncture internationale exceptionnelle, a-t-il dit. Le gouvernement du Premier ministre, M. Mohamed Bilal Messaoud a lancé des programmes visant à élever le niveau de production agricole en quantité et en qualité, comme moyen d'atteindre la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire, qui sont devenues un objectif incontournable, a-t-il indiqué, disant qu'il a traduit cet objectif à travers des projets de développement lancés partout dans le pays.

EGYPTE

Le régulateur définit un cadre pour les appels publicitaires

Les consommateurs des services télécoms égyptiens se plaignent de plus en plus d'appels indésirables. Le régulateur veut assainir les pratiques et protéger les consommateurs. L'Autorité nationale de régulation des télécommunications d'Egypte (NTRA) a élaboré une nouvelle réglementation relative à l'utilisation des lignes mobiles pour effectuer des appels de marketing et des appels commerciaux. L'initiative a été dévoilée la se-

maine dernière. Elle vise à protéger la vie privée des utilisateurs de télécommunications et éliminer les appels de spams. Les personnes souhaitant effectuer des appels publicitaires doivent désormais enregistrer leurs données auprès des opérateurs de téléphonie mobile et activer le service d'appel marketing. Cela permettra de prévenir les utilisateurs avec le nom et le numéro de l'entité appelante ou une alerte indiquant que l'appel est de na-

ture marketing. Des mesures coercitives sont prévues en cas de non-respect de ces obligations. Selon la NTRA, cette mesure intervient dans un contexte marqué par l'augmentation notable des plaintes des utilisateurs concernant la réception d'appels publicitaires, les spams et les fraudes basées sur les appels vocaux. L'opérateur de téléphonie mobile public Telecom Egypt a dû déployer le pare-feu vocal de la société suédoise Enea pour protéger ses

consommateurs après avoir remarqué que 8 % des appels venaient de fausses identités. Ladite solution a permis à l'opérateur historique de réduire de 90 % le nombre de ce type d'appel au fil du temps. Pour rappel, l'Egypte comptait, fin 2023, 113,9 millions d'abonnements à la téléphonie (fixe et mobile) selon les statistiques officielles. Le pays comptait également 81,2 millions d'abonnements aux services Internet.

TUNISIE

Un rebond de la production céréalière en 2023/2024

En Tunisie, la sécheresse persistante qui dure depuis plus de 5 ans met à rude épreuve les performances du secteur agricole. En dépit de ce contexte climatique défavorable, la filière céréalière enregistre une amélioration de sa production en 2023/2024. En Tunisie, la récolte de céréales a totalisé 660 000 tonnes au terme de la campagne agricole 2023/2024. C'est ce qu'indiquent les derniers chiffres publiés le 21 juillet dernier par l'Office des Céréales (OC).

Ce stock affiche une hausse de 25 %, soit 130 000 tonnes de plus que la production réalisée au cours la campagne précédente. Il reste toutefois largement inférieur à la moyenne quinquennale de 1,6 million de tonnes, d'après les données de la FAO. Le blé dur arrive en tête des récoltes, comptant pour 88 % de la production céréalière, soit 578 000 tonnes, suivi de l'orge (8,7 %), du blé tendre et du triticale. En ce qui concerne les zones de production, le gouvernorat de Béja a enregistré

les quantités les plus élevées, en concentrant 27 % du total des récoltes, suivi par Bizerte (20 %) et Jendouba (14 %). Les gouvernorats de Kairouan et Siliana complètent le top 5.

En dépit de cette embellie, il convient de rappeler que la production céréalière couvre moins de 20 % de la demande sur le marché intérieur. D'après les données de la FAO, la Tunisie consomme près de 4 millions de tonnes de céréales par an.

DETTE AFRICAINE

Nouvel appel de l’ONU pour une réforme financière mondiale

Cet appel survient à un moment où l’Afrique repart sur le marché mondial de la dette, alors que les initiatives visant à alléger les coûts que cela représente pour ses pays, peinent à évoluer.

Lors d'un point de presse le lundi 22 juillet 2024, en marge du Forum politique de haut niveau 2024 des Nations Unies, Claver Gatete (photo), secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), a appelé les pays à explorer des réformes du cadre commun d'allègement de la dette pour mieux faire face à l'endettement élevé et croissant en Afrique. Celui qui a occupé les fonctions de ministre des Finances du Rwanda avant de se lancer dans une carrière aux Nations Unies, a souligné dans son argumentaire, les défis d'accès aux ressources que connaît le continent pour financer ses priorités de développement, en particulier les fonds concessionnels à long terme et moins chers. Il a déclaré que « la réforme du système financier mondial est urgente, car elle peut atténuer l'accès aux ressources essentielles nécessaires à la mise en œuvre des ODD ».

Des défis désormais bien connus

Dans sa déclaration, il a évoqué, citant la Banque mondiale, le fait que la dette africaine a augmenté de 192% entre 2010 et 2023, atteignant un stock de dette extérieure de 1100 milliards de dollars à fin 2023. « Les pays africains paient 163 milliards de dollars par an pour la servir, ce qui leur laisse peu de marge pour mettre en œuvre les ODD et l'Agenda 2063 de l'Union africaine », a-t-il fait savoir. M. Gatete a souligné la nécessité

de lutter contre les flux financiers illicites pour mobiliser davantage de ressources intérieures en Afrique et améliorer la fiscalité. Il a également insisté sur l'importance de développer les marchés de capitaux pour fournir des ressources à long terme dans le cadre de l'engagement du secteur privé en Afrique. Cette annonce survient alors que le marché de la dette internationale s'est rouvert à l'Afrique en cette année 2024, après deux ans d'exclusion. On a assisté à des émissions réussies de la Côte d'Ivoire, du Bénin et du Kenya début 2024, suivi de celle du Sénégal qui a obtenu un taux de 7,75% dans un récent placement privé. Mais la plus récente sortie du Cameroun, le 23 Juillet 2024, où les investisseurs ont bouclé sur un taux d'intérêt de 10,75% rappelle les défis persistants pour les pays africains. Le continent peut toujours bénéficier des prêts des institutions publiques internationales qui portent un taux plus faible, mais nécessite parfois des réformes coûteuses et contraignantes pour l'économie des pays demandeurs. La Chine joue un rôle particulier en tant que créancier, facturant en moyenne des taux d'intérêt de 3,2%, nettement plus que les autres créanciers étatiques. Toutefois, elle sollicite souvent des garanties qui rendent son financement encore plus cher. Cette disparité croissante des taux d'intérêt entre créanciers publics et privés fait que « l'argent des contribuables finance les rendements élevés d'investisseurs privés tels que

les fonds spéculatifs », selon de nombreux experts. Pourtant, les pays africains n'ont souvent pas le choix, car il est parfois difficile pour eux d'obtenir des ressources à des taux plus avantageux sur leurs marchés locaux des capitaux. Sur le plan fiscal, les négociations en cours dans le cadre des Nations Unies offrent la perspective d'un système fiscal mondial plus juste et inclusif. Le groupe africain travaille actuellement à influencer les termes de référence de négociation de ce nouveau cadre de coopération fiscale. Ses propositions en appellent à plus de justice dans l'attribution des droits d'imposition, un impôt minimal suffisamment élevé pour décourager la compétition fiscale des paradis fiscaux. Elles défendent aussi le principe d'une collaboration fiscale plus équitable, basée sur des règles de transparence strictes, en matière de propriété effective et de performances économiques pays par pays des entreprises. Mais ce projet rencontre une résistance, notamment des ministres des Finances de l'UE qui estiment qu'une convention fiscale de l'ONU « risquerait d'entraîner une duplication des actions internationales en cours » et « serait une perte de temps pour toutes les juridictions ». Cette position contredit le soutien du Parlement européen à une convention fiscale de l'ONU dans son rapport sur les « leçons tirées des Pandora Papers ».

GHANA

L’or compense la chute des revenus d’exportations du cacao

Le Ghana est le premier producteur africain d'or, avec 7,6 milliards de dollars de recettes d'exportations en 2023. Grâce à un prix de l'or en hausse et une production minière qui devrait dépasser celle de l'année dernière, le Ghana s'attend à une augmentation des revenus en 2024. Le Ghana a généré 5,04 milliards de dollars en revenus d'exportations d'or au premier semestre 2024. Il s'agit d'une hausse de 47 % en glissement

annuel, qui a contribué à compenser la chute importante des revenus du cacao, troisième produit d'exportation. Selon des données économiques et financières publiées le 25 juillet par la Banque du Ghana, les recettes totales d'exportations ont progressé de 13 % en glissement annuel au premier semestre 2024, atteignant 9,2 milliards de dollars. Le cacao y a contribué à hauteur de 760 millions de dollars, ce qui représente une

baisse de 48 % en glissement annuel. Alors qu'une envolée des prix internationaux du cacao a été observée durant une partie du premier semestre, le Ghana n'a pu en profiter à cause d'un ralentissement de la production. La situation est différente dans le secteur aurifère, où les prix élevés de l'or se sont accompagnés d'une production en hausse. Le prix de l'or est en effet en hausse de 17 % depuis fin janvier, se négociant à 2371 dollars l'once au 26 juillet. Avec les revenus d'exportations du premier semestre, le pays est bien parti pour dépasser les revenus de 7,6 milliards de dollars générés en 2023. Rappelons que le Ghana est le premier producteur africain d'or. Selon la Chambre des Mines, le pays devrait produire entre 4,3 et 4,5 millions d'onces (127,57 tonnes) d'or cette année, contre 4 millions d'onces (113,4 tonnes) d'or en 2023.

CÔTE D’IVOIRE

La production cotonnière devrait augmenter de 6 % en 2024/2025

La Côte d'Ivoire est l'un des principaux fournisseurs de coton en Afrique de l'Ouest avec le Mali, le Bénin et le Burkina Faso. Le pays qui sort d'une campagne 2023/2024 mitigée, anticipe une amélioration de sa production au cours de la nouvelle campagne cotonnière. En Côte d'Ivoire, la production de coton graine est attendue à 367 000 tonnes au cours de la campagne 2024/2025 qui a débuté vers la fin du mois de mai dernier. C'est ce que révèlent les projections formulées le 25 juillet par Kobenani Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture. Cette prévision, si elle se réalisait, signifierait une augmentation de 6 % par rapport au stock de 348 000 tonnes récolté au cours de

la campagne précédente. Cette perspective de croissance se fonde notamment sur une amélioration de la productivité. D'après M. Adjoumani le rendement du coton devrait grimper de 13 % pour s'établir à 1 tonne par hectare en 2024/2025 contre un niveau de 0,88 tonne enregistré précédemment. Dans le cadre de cette ambition, le gouvernement a décidé d'allouer une enveloppe de 8,6 milliards de FCFA (14,2 millions \$) pour subventionner l'achat à coût réduit des intrants au profit des agriculteurs. « Cet effort du gouvernement correspond à un appui de 44 francs CFA pour le kg de NPK, de 23 francs pour le kg d'urée et de 10 000 francs par hectare pour l'application des insecticides », explique M. Adjoumani.

Par ailleurs, le responsable a aussi révélé qu'en 2024/2025, le prix d'achat à la production du kilogramme de coton graine de premier choix sera maintenu à 310 francs CFA (0,51 \$) comme en 2023/2024. Ce tarif est le 3ème plus élevé au sein de l'UEMOA après celui en vigueur au Sénégal (350 francs CFA) et au Burkina Faso (325 francs CFA), d'après le dernier bulletin d'information publié par le Comité de pilotage du Programme régional de Production intégrée du Coton en Afrique (PR-PICA) le 15 juillet dernier. Pour rappel, la Côte d'Ivoire consacre chaque année environ 400 000 hectares à la culture de coton, principalement dans le Nord et le Centre du pays.

SÉNÉGAL-PÊCHE INN

24 navires de pêche sanctionnés depuis janvier 2024

Au Sénégal, la pêche contribue à hauteur de 3 % au PIB. Face à la menace que représentent les pratiques de pêche illicite et non réglementée, le gouvernement renforce la surveillance des côtes maritimes.

Au Sénégal, 24 navires de pêches ont été interceptés entre janvier et juillet 2024 pour diverses infractions, notamment pêche en zone interdite, transbordement illégal de produits de pêche, pêche sans autorisation ou encore non-détention de licence de pêche. C'est ce qu'indique le ministère des Pêches, des Infrastructures maritimes et portuaires dans un communiqué publié sur son site web le 25 juillet. Selon les autorités des mesures strictes ont été prises à l'encontre des contrevenants. Les dispositions prévues par le Code de la pêche maritime en vigueur dans le pays depuis 2015, prévoient des amendes d'une valeur comprise entre 400 et 600 millions de francs CFA (662 000 et 994 000 \$) pour sanctionner les différentes infractions susmentionnées.

« A travers la Direction de la protection et la surveillance des pêches (DPSP), nous avons pris l'initiative de porter désormais à l'attention du public, les chiffres concernant le nombre de navires de pêche arraisonnés et le montant des amendes qui seront versées au Trésor public du Sénégal », peut-on aussi lire dans le communiqué. Selon le ministère, cette décision vise à partager et à informer, sur les actions entreprises dans la lutte contre la pêche illicite et non réglementée (INN) pour plus de transparence. Il faut noter que cette annonce intervient alors que le pays de la Teranga a reçu en mai dernier un avertissement de la Commission européenne (CE) en raison de l'insuffisance de ses efforts dans la lutte contre la pêche INN. Rappelons que le bloc européen est la principale destination pour les exportations sénégalaises de produits halieutiques, absorbant 39 % expéditions en valeur qui ont totalisé plus de 605 millions \$ en 2022, selon les données compilées sur la plateforme Trade map.

GRÂCE À DE BONNS RÉSULTATS ET AU REPLI DE L'INFLATION AMÉRICAINE

Le CAC 40 a grimpé de 1,2%

La Bourse de Paris termine en nette hausse grâce à des résultats semestriels (enfin) bien accueillis. De retour sur les 7.500 points, le CAC 40 a aussi bénéficié de la publication de l'indice PCE qui entretient l'espoir d'une prochaine baisse de taux aux Etats-Unis en septembre.

La Bourse de Paris finit la semaine sur une très bonne note. Le CAC 40 a gagné 1,22% ce vendredi à la clôture, à 7.517,68 points, soutenu par des résultats de poids lourds de la cote appréciés par les investisseurs, ce qui n'était pas le cas ces derniers jours.

Le géant du luxe Hermès a fait honneur à son statut de bon élève du luxe, quand les publications d'Essilorluxottica, Vinci ou Saint-Gobain ont aussi eu les faveurs des investisseurs.

La cote parisienne a aussi trouvé du carburant du côté des Etats-Unis, avec un nouveau recul de l'inflation au mois de juin, en rythme annuel. Elle s'est établie comme attendu, à 2,5% sur un an, après 2,6% en mai, selon l'indice PCE qui est l'indicateur préféré d'inflation de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Sur un mois en revanche, les prix sont ressortis en hausse de 0,1% ce qui est là aussi conforme aux attentes du consensus, qui tablait sur une progression mensuelle de 0,1%. Pas de quoi faire vaciller les espoirs des marchés. La publication du jour conforte les investisseurs dans leur scénario d'une première baisse des taux de la Fed en septembre.

Wall Street termine en hausse avec la Tech et l'inflation

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, tirée par le redressement des grandes capitalisations technologiques américaines et le chiffre l'inflation PCE, qui n'a pas remis en cause l'hypothèse d'une baisse des taux d'intérêt en septembre.

L'indice Dow Jones a gagné 1,60% ou 637,94 points, à 40.573,01 points.

Le S&P-500, plus large, a pris 56,52 points, soit 1,05% à 5.455,74 points.

Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 146,85 points (+0,85%) à 17,328.58 points.

Sur la semaine, le S&P-500 a perdu 0,83%, le Nasdaq 2,08% tandis que le Dow a gagné 0,75%.

Le Dow Jones a ouvert la voie, tiré par le groupe industriel 3M dont le titre a bondi de 22,99% après avoir relevé vendredi le bas de sa fourchette de prévision du bénéfice annuel ajusté.

Le S&P 500 et le Nasdaq Composite ont également terminé la semaine en hausse, aidés par les rebonds des valeurs à forte capitalisation après leur baisse des deux sessions précédentes.

La séance du jour permet donc au CAC 40 de souffler un peu et surtout de sortir de la zone de correction technique. A la clôture de jeudi soir, le CAC 40 avait en effet rendu plus de 10% par rapport à son plus haut historique atteint au mois de mai.

En rythme hebdomadaire, l'indice parisien contient donc son repli à 0,22%, mais s'affiche en territoire négatif depuis le début de l'année (-0,34%).

Hermès atomise la concurrence

Le maroquinier-sellier Hermès (+3,4%) a publié une croissance hors changes de 13,3% au deuxième trimestre, au-dessus des attentes, et qui pulvérise la concurrence. Bank of America note ainsi que la croissance d'Hermès se compare à, en moyenne, une baisse de 1% pour le secteur du luxe au deuxième trimestre.

La plus forte hausse de l'indice est toutefois signée par EssilorLuxottica (+7,4%) qui a publié une rentabilité solide au premier semestre a surtout confirmé l'intérêt de Meta, qui envisage d'entrer à son capital.

Saint-Gobain a gagné 4,2%, le spécialiste

des matériaux de construction a dévoilé une marge record au premier semestre, tandis que Vinci a progressé de 3,45%. Le groupe de BTP et de concessions a dévoilé des comptes supérieurs aux attentes au titre de son premier semestre et a généré davantage de cash.

Après s'être effondré de 10% en début de séance, Capgemini est parvenu à limiter son repli à 2,45% Le groupe de services informatiques a déçu le marché après avoir abaissé ses perspectives d'évolution de ses revenus pour 2024.

Hors CAC 40, Nexity a bondi de 13,8% après ses comptes semestriels et l'annonce d'un projet de cession d'une filiale destiné à accélérer le désendettement du promoteur immobilier.

FDJ a progressé de 8,2%. Le spécialiste des jeux d'argent a livré une croissance jugée solide au premier semestre, grâce notamment aux paris sportifs qui ont bénéficié de résultats déjouant les pronostics, ce qui a bénéficié au chiffre d'affaires.

Bureau Veritas (+8%) a encore enchanté le marché avec ses comptes semestriels. Avec une hausse de 25% depuis le début de l'année et une capitalisation de 13 milliards d'euros, le groupe frappe de plus en plus fortement à la porte du CAC 40 dont il ne fait pas (encore) partie.

En revanche, Eramet a plongé de 11,7% après avoir dévoilé sa première perte semestrielle depuis 2020.

Sur les autres marchés, l'euro prend 0,1% face au dollar à 1,0860 dollar. Le pétrole est en forte baisse en raison des craintes sur la demande chinoise. Le contrat de septembre sur le Brent de mer du Nord plie de 1,9% à 80,84 dollars le baril tandis que celui de septembre sur le WTI coté à New York perd 1,8% à 76,86 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 24 Juillet 2024 Valeur : 26 Juillet 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.6847	134.6997
1	EUR	EURO	145.8231	145.8932
1	GBP	POUND STERLING	173.4733	173.5374
100	JPY	JAPANESE YEN	87.0619	87.0772
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5126	18.5149
1	CHF	SWISS FRANC	151.2462	151.2970
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.6401	97.6793
1	DKK	DANISH KRONE	19.5479	19.5514
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.4433	12.4481
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.1663	12.1721
1	AED	UAE DIRHAM	36.6679	36.6739
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.9035	35.9094
1	KWD	KUWAITI DINAR	440.2900	440.4830
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.1109	43.5441
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.6619	13.6634
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5147	27.6557
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5462	3.5466
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.5312	178.5312

POINT MARCHÉS

L'Europe rebondit en clôture avec le redressement de la Tech

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi et Wall Street était également dans le vert à mi-séance, le rebond des grandes valeurs technologiques américaines permettant un reflux de l'aversion au risque qui a secoué les marchés pendant la semaine.

À Paris, le CAC 40 a fini sur un gain de 1,22% à 7.517,68 points. Le Footsie britannique a avancé de 1,21% et le Dax allemand a pris 0,68%. L'indice EuroStoxx 50 a progressé de 1,07%, le FTSEurofirst 300 de 0,87% et le Stoxx 600 de 0,87%.

Sur l'ensemble de la semaine, le CAC 40 a cependant accusé une perte de 0,24%, tandis que le Stoxx 600, en prenant 0,59%, a renoué de justesse avec le vert, évitant une deuxième baisse hebdomadaire consécutive.

Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones avance de 1,74%, le Standard & Poor's 500 de 1,15% et le Nasdaq de 0,98% grâce notamment à 3M (+18,83%) et une grande partie des "Sept magnifiques", les

mastodontes américaines. Victimes en début de semaine des craintes d'une surévaluation, les valeurs technologiques et de semi-conducteurs regagnent vendredi une partie du terrain perdu avant une avalanche de nouveaux résultats prévus la semaine prochaine, dont ceux de Microsoft, Meta, Apple et Amazon.

"La semaine prochaine est une semaine encore plus chargée en publications financières que cette semaine (...) après une semaine difficile", souligne Rick Meckler, associé chez Cherry Lane Investments, laissant entendre que le rebond de ce vendredi pourrait être temporaire.

L'indice de la volatilité à Wall Street, qui a grimpé jeudi à un pic de 14 semaines, chute vendredi de 9,69% à 16,67 points, tandis que son équivalent sur l'EuroStoxx a cédé en clôture 4,63% à 16,14 points, signe d'un regain d'appétit pour le risque.

La publication de l'indice PCE des prix à la consommation aux Etats-Unis pour le mois

de juin, ressorti conforme aux attentes, a également conforté les investisseurs quant à une baisse imminente des taux de la Réserve fédérale (Fed).

"Du point de vue de la Fed, de manière cumulative, nous pensons que les données montrent suffisamment de progrès - à la fois sur l'inflation et sur les conditions du marché du travail - pour que les responsables de la politique monétaire ouvrent la porte à une baisse des taux en septembre lors de la réunion du FOMC de la semaine prochaine", écrit Rubeela Farooqi, économiste chez High Frequency Economics.

Valeurs en Europe

Hermès a avancé de 3,38% après avoir fait mieux que ses concurrents au deuxième trimestre avec des ventes en hausse de 13,3%. Cela a permis au compartiment européen du luxe de rebondir de 2,87% avec Kering (+2,17%) et LVMH (+1,60%).

Capgemini a reculé de 2,45% après l'abaissement de son objectif de chiffre d'affaires annuel, alors que le compartiment des nouvelles technologies (+0,86%) s'est redressé dans le sillage du Nasdaq.

Bureau Veritas a grimpé de 8,0% après des résultats financiers meilleurs qu'attendu au premier semestre.

EssilorLuxottica a bondi de 7,38% après que le PDG a confirmé l'intention de Meta d'entrer éventuellement à son capital.

Les résultats d'Air Liquide (+1,51%), Spie (+0,72%), Amundi (+1,28%), Vallourec (+2,95%) et Bouygues (+0,96%) ont été applaudis.

Mercedes-Benz, après une baisse initiale liée à la réduction de sa prévision de marge bénéficiaire pour sa principale division automobile, a finalement terminé dans le vert (+0,1%).

BASF a cédé 2,31% malgré l'engagement du groupe de retrouver son pouvoir de fixation des prix afin d'accélérer sa croissance.

OMC

Des dizaines de pays finalisent des négociations en vue d'un accord pour doper le commerce en ligne

Des dizaines de pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont finalisé ce vendredi les négociations pour établir, à terme, un accord destiné à doper le commerce électronique des biens et services.

C'est "historique", a salué le commissaire européen au Commerce, ValdisDombrovskis, sur le réseau social X, ajoutant : "Nous avons négocié les premières règles mondiales sur le commerce électronique! Cela facilitera les transactions électroniques, stimulera l'innovation et intégrera les pays en développement dans l'économie numérique". Lutte contre les spams, reconnaissance des signatures et contrats électroniques, protection des consommateurs en ligne, numérisation des procédures douanières, moratoire sur les droits de douane sur les transactions électroniques, etc., le texte englobe de nombreuses dispositions visant à promouvoir et faciliter les transactions en ligne. Une fois qu'il entrera en vigueur, il "rendra le commerce plus rapide, moins cher, plus équitable et plus sûr", ont estimé les autorités britanniques dans un communiqué. Les échanges numériques augmentent plus vite que les échanges non numé-

riques, mais l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) souligne qu'il n'est pas facile de quantifier les premiers.

25% du commerce mondial

Malgré tout, l'OCDE estime qu'en 2020, les échanges numériques représentaient 25% du commerce mondial, soit un peu moins de 5.000 milliards de dollars. Des accords commerciaux régionaux ou bilatéraux incluent des dispositions sur le commerce électronique mais "il n'existe pas un ensemble de règles mondiales communes" pour le secteur, a souligné le ministre britannique du Commerce, Jonathan Reynolds, dans le communiqué. Un accord mondial serait "un grand pas en avant", a-t-il ajouté. Lancées en 2019, ces négociations pluri-latérales sur le commerce électronique sont dirigées par l'Australie, le Japon et Singapour. Ces trois pays ont présenté

vendredi à l'OMC, lors d'une réunion à huis clos, "la déclaration finale sur l'initiative conjointe sur le commerce électronique", mais le processus pour que l'accord soit signé et entre en vigueur pourrait durer plusieurs années. Environ 90 membres de l'OMC représentant 90% du commerce mondial ont participé aux négociations, dont la Chine, les Etats-Unis et l'Union européenne. Mais un petit nombre de pays n'a pas souhaité pour l'instant avaliser la déclaration finale, dont les Etats-Unis, le Brésil, l'Indonésie et la Turquie, selon la déclaration. "Le texte publié aujourd'hui (...) représente une avancée importante pour l'OMC dans un secteur d'une importance croissante pour l'économie mondiale", a commenté l'ambassadrice américaine Maria Pagan. Mais les Etats-Unis considèrent que certaines questions doivent encore être travaillées, notamment en ce qui concerne les questions relatives à la "sécurité", a-t-elle expliqué.

MICROSOFT

La firme accuse l'UE d'être à l'origine de la pire panne informatique au monde

Jusqu'à 8,5 millions d'appareils Windows ont été touchés par la panne informatique de vendredi, après que la mise à jour de l'antivirus de CrowdStrike a mal fonctionné. Microsoft estime que l'Union européenne est responsable de la plus grande panne informatique au monde survenue vendredi à la suite d'une mise à jour de sécurité défectueuse. En raison d'un accord conclu en 2009 avec la Commission européenne, Microsoft n'a pas pu apporter les modifications de sécurité qui auraient permis de bloquer la mise à jour de l'entre-

prise de cybersécurité CrowdStrike, qui a provoqué la méga panne d'environ 8,5 millions d'ordinateurs, a déclaré le géant de la technologie dans des commentaires adressés au journal Wall Street Journal. Des milliers de vols ont été retardés ou annulés, laissant les passagers bloqués dans les aéroports du monde entier, le service britannique de santé publique (NHS) a été affecté et les paiements sans contact n'ont pas fonctionné. Le problème a été déclenché par une mise à jour défectueuse du système Falcon de

CrowdStrike, conçu pour prévenir les cyberattaques. Ce système dispose d'un accès privilégié à une partie essentielle de l'ordinateur, le noyau. Microsoft dispose de Windows Defender, son alternative interne à CrowdStrike, mais en raison de l'accord conclu en 2009 pour éviter une enquête européenne sur la concurrence, il a autorisé plusieurs fournisseurs de sécurité à installer des logiciels au niveau du noyau. Apple dans le collimateur de l'UE à propos des règles de concurrence Depuis le début des années

2000, la Commission européenne accuse Microsoft de bénéficier d'un avantage déloyal par rapport aux autres entreprises en raison de la popularité de son logiciel Windows. Le principal concurrent de Microsoft, Apple, a bloqué en 2020 l'accès au noyau de ses ordinateurs Mac, arguant que cela améliorerait la sécurité et la fiabilité. S'adressant au Wall Street Journal, un porte-parole de Microsoft a déclaré que l'entreprise ne pouvait pas procéder à un changement similaire en raison de l'accord de l'UE.

EN DIX ANS

Les 1% les plus riches ont gagné 42.000 milliards de dollars de nouvelle richesse

Selon un rapport de l'ONG Oxfam, la frange la plus riche de la population mondiale a "accumulé 42.000 milliards de dollars de nouvelle richesse au cours de la dernière décennie". Les 1% les plus riches du monde ont gagné en dix ans plus de 40.000 milliards de dollars en plus, mais leur imposition est "historiquement" basse, affirme jeudi l'ONG Oxfam, alors qu'un projet de taxe mondiale des super-riches est au menu du sommet du G20 au Brésil. La frange la plus riche de la population mondiale a "accumulé 42.000 milliards de dollars de nouvelle richesse au cours de la dernière décennie", souligne Oxfam France dans un communiqué, se basant sur un calcul produit par Oxfam international, avant le début de la réunion des ministres des Finances du G20 à Rio de Janeiro. La proposition d'une taxation des milliardaires, soutenue par la France, l'Espagne, l'Afrique du Sud, la Colombie et l'Union africaine, mais combattue par les États-Unis, doit être âprement débattue lors de ce sommet qui se tient jeudi et vendredi. Le Brésil, qui assure la présidence tournante du G20, groupe de pays représentant 80% du PIB mondial, a fait de cette taxation au niveau international une priorité. Une élite de milliardaires minoritaires "Malgré les avancées récentes, c'est indéniable que les milliardaires continuent d'échapper à nos systèmes fiscaux, ayant recours à toute une série de stratégies", avait déclaré fin février le ministre des Finances du Brésil, Fernando Haddad, lors d'une précédente réunion à Sao Paulo des grands argentiers du G20, les appelant à "trouver des solutions efficaces pour que les super-riches paient leur juste part d'impôt". "La dynamique en faveur de l'augmentation des impôts sur les ultra-riches est indéniable, et cette semaine est le premier véritable test décisif pour les gouvernements du G20. Ont-ils la volonté politique d'établir une norme mondiale qui privilégie les besoins de la majorité sur la soif de profits d'une élite de milliardaires minoritaires?", a déclaré Layla Yakoub, responsable de la campagne "Justice fiscale et inégalités" à Oxfam France, citée dans le communiqué.

SALON DE FARNBOROUGH (GRANDE BRETAGNE)

Commandes d'avions en baisse pour Airbus et Boeing

Lors de l'édition 2024 du salon aéronautique britannique qui se termine aujourd'hui, Airbus et Boeing ont annoncé des commandes fermes ou non pour 261 appareils, contre 441 en 2022, soit une baisse de plus de 40%. Les commandes et intentions de commandes passées à Farnborough par les compagnies aériennes et loueurs auprès d'Airbus et Boeing représentent un total de 261 appareils, dont un peu plus de la moitié sont des long-courriers, faisant de l'édition 2024 du salon aéronautique

un petit millésime. Ce total est en baisse par rapport à la précédente édition en 2022, au cours de laquelle 441 avions de tous types avaient été commandés, et bien loin de celle de 2018 (1.464 appareils), selon un décompte de FlightGlobal. Si le rendez-vous bisannuel clôt ses portes vendredi, les commandes se concentrent sur les deux premières journées. Airbus a toutefois créé la surprise jeudi en annonçant la signature d'un protocole d'accord avec la compagnie saoudienne à bas coûts Flynas, qui compte

acquérir 75 avions de la famille A320 et 15 long-courriers A330-900. Peu après, il a annoncé un autre protocole d'accord avec Abra Group, maison mère de la compagnie colombienne Avianca et de la brésilienne Gol, qui compte acquérir cinq A350-900. Un protocole d'accord marque l'entente générale des deux parties sur le principe de la vente dont les détails doivent encore être précisés pour être finalisés pour entrer dans le carnet de commandes de l'avionneur. Ces contrat permettent au groupe européen de prendre

l'ascendant dans le traditionnel match des commandes entre les deux constructeurs aéronautiques, qu'Airbus et Boeing affirment ne pas chercher à se livrer. L'europeen totalise 165 commandes et intentions contre 96 pour l'américain, selon un décompte établi par l'AFP. Au cours de la semaine, le géant de Seattle a notamment vendu 74 gros-porteurs. La compagnie aérienne Korean Air a signé un protocole d'accord en vue d'acheter 20 exemplaires du 777-9, une version du 777X qui doit encore obtenir sa certification, et 20 Dreamliner 787-10.

Irréparables, 100 000 moteurs Toyota vont devoir être intégralement remplacés



Le rappel de Toyota sur ses problèmes de V6 aux Etats-Unis se complique et pourrait coûter cher à la marque japonaise. La faute à un nettoyage en sortie d'usine insuffisant.

C'est la hantise de tout constructeur, le raté qui passe entre les filets du contrôle qualité, voire le défaut dès la conception de la pièce. Et lorsque les véhicules sont validés et envoyés en production, il est déjà souvent tard pour agir puisque les cadences infernales des usines automobiles modernes mettent le produit fini très rapidement sur la route. Le correctif est évidemment appliqué en usine, mais toutes ces voitures déjà en circulation doivent être rappelées. Et cela peut parfois coûter très cher. L'histoire des airbags Takata, pour le coup indépendant de la volonté des constructeurs, est là pour nous le rappeler. Mais la problématique qui touche Toyota est bel et bien la responsabilité de la marque nipponne. Et elle va devoir rappeler près de 100 000 véhicules sur le marché nord-américain.

Trop compliqués à réparer

Nos confrères de la presse américaine rappellent que Toyota avait déjà lancé une campagne de rappel pour le tout récent V6 3.4 biturbo (nom de code "V35A-FTS") qui équipe certaines Toyota et Lexus. Le souci viendrait d'un nettoyage insuffisant du bloc en sortie d'usine après les étapes d'usinage ou de montage. Les micros débris, stagnant dans le bas moteur, provoqueraient alors une usure rapide et prématurée des coussinets de bielle. Avec, derrière, les dégâts que l'on imagine : bielle qui cogne sur les paliers de vilebrequin, jeu dans les pièces mobiles, et casse moteur. Visiblement, Toyota a déjà eu près de 1000 prises en charge de garantie pour ces moteurs, qui équipent le pickup Toyota Tundra (98 000 exemplaires au rappel) mais aussi le Lexus LX (3500 au rappel). Ces modèles avaient droit auparavant à un V8 atmosphérique. Le huit cylindres a depuis 2021 disparu au profit de ces nouveaux V6 suralimentés. Malheureusement, il semble trop coûteux et/ou complexe de simplement réparer les moteurs. On imagine qu'un démontage complet du bloc et du bas moteur et le changement des pièces est finalement plus onéreux pour la marque qu'un échange standard de moteur complet. Toyota va donc devoir remplacer intégralement un peu plus de 102 000 moteurs à ses frais. On imagine alors la facture monumentale pour Toyota, entre le prix du moteur complet et la main d'œuvre à sa charge. Nous parlons ici d'une somme à neuf, voire dix chiffres pour deux modèles seulement.

CHEVROLET CORVETTE ZR1 1064 ch sans électricité

Chevrolet a dévoilé la Corvette ZR1. Spectaculaire, la version la plus affûtée de la sportive américaine emblématique s'en remet à un V8 LT7 biturbo de plus de 1000 ch pour défier les reines de la performance européennes.



Chevrolet poursuit la révolution de la Corvette entamée par la C8 Stingray qui passait à une architecture à moteur central. Il y eut ensuite la Corvette Z06 qui troquait son V8 « américain » pour un V8 à vilebrequin plat (comme chez Ferrari, oui oui), pour enchaîner avec la C8 E-Ray, première Corvette hybride et quatre roues motrices ! Voilà que Chevrolet nous présente une C8 ZR1 inédite et spectaculaire. Si elle pousse le kit aérodynamique de la Z06 un cran plus loin, elle devient surtout la première Corvette de série dont le V8 est turbocompressé... doublement turbocompressé ! Résultat ? Une Corvette démentielle qui développe plus de 1000 ch sans la moindre aide électrique !

Spécifications et performances

La Corvette ZR1 est équipée d'un moteur V8 5,5L à double turbo à vilebrequin plat, surnommé LT7, qui produit 1064 chevaux à 7000 tr/min et 1123 Nm de couple à 6000 tr/min, selon les normes SAE. Ce moteur est le plus puissant jamais fabriqué par un constructeur automobile américain. La ZR1 affiche une vitesse maximale estimée par Chevrolet à plus de 215 mph sur circuit, soit 344 km/h et peut parcourir le quart de mile (400 m départ arrêté) en moins de 10 s. Le V8 LT7 est basé sur l'architecture du moteur LT6 de la Z06, mais optimisé pour une application à double turbo. Il comprend des culasses avec des ports uniques et une chambre de combustion agrandie, un système d'admission entièrement nouveau, et des turbocompresseurs à bille mono-scroll de 76 mm intégrés au collecteur d'échappement. Il est associé à une transmission à double embrayage à huit vitesses héritée de



la ZR1 et renforcée pour gérer la puissance accrue. Bien entendu, tout le système de lubrification a été optimisé pour supporter les contraintes longitudinales et latérales supérieures.

Design et Aérodynamisme

Son design extérieur puriste et puissant est accentué par des composants aérodynamiques en fibre de carbone qui génèrent plus de 544 kg d'appui aérodynamique à haute vitesse. Le package aérodynamique en fibre de carbone de la ZR1 inclut un diffuseur arrière en deux sections, des embouts d'échappement en fibre de carbone/titane et une lèvre de spoiler avant en fibre de carbone. Ces composants optimisent l'équilibre aérodynamique de la voiture pour des performances accrues. Les conduits d'air latéraux et les prises d'air frais uniques en fibre de carbone refroidissent les freins arrière et les turbocompresseurs, respectivement. L'une des caractéristiques les plus emblématiques de la Corvette ZR1 est le retour de la fenêtrerie arrière fendue « split window », une référence au style classique de la Corvette. Cette fente en fibre de carbone, disponible en tissage apparent ou en

couleur carrosserie, améliore l'extraction de chaleur du compartiment moteur tout en ajoutant une touche de design historique.

Pack Performance ZTK

Le pack optionnel Performance ZTK transforme la ZR1 en une véritable arme de piste. Il comprend un aileron arrière de grand format en fibre de carbone, des ailettes latérales sur le bouclier avant et une lèvre de capot Gurney surélevée. Des appendices sous la carrosserie remplacent les déflecteurs standard pour augmenter l'appui à l'avant. La suspension, avec des ressorts plus rigides et des pneus Michelin Pilot Sport Cup 2 R, vise à garantir une tenue de route exceptionnelle.

Production et Perspectives

La production de la Corvette ZR1 débutera en 2025 à l'usine de Bowling Green, Kentucky. Elle rejoindra les autres modèles de la famille Corvette, tels que la Stingray, la Z06 et l'E-Ray. Des détails supplémentaires sur les prix et la disponibilité seront partagés à l'approche de la production.

SÉCURITÉ

Des cybermenaces de taille olympique aux JO de Paris

Les Jeux olympiques d'été de 2024 mettent en lumière un nouveau monde de contrefaçons générées par l'IA, de cybermenaces avancées et de l'essor de la défense alimentée par l'IA.

La période précédant les Jeux olympiques de Paris a été à la fois électrisante et terrifiante. Les Jeux débutent le 26 juillet. Les images diffusées en ligne montrent des itinéraires à travers la ville entièrement peints en violet. Magnifique ! Et avez-vous vu le nouveau film de Tom Cruise, « Les Jeux olympiques sont tombés » ? Il parle d'une attaque terroriste qui perturbe les JO. Ce film fait écho aux rumeurs selon lesquelles les Parisiens souscrivent une assurance habitation parce que les experts prédisent des actes terroristes pendant les Jeux. Selon un récent rapport de France24, 24 % des billets ont été restitués par crainte du terrorisme. Les autorités françaises et américaines, dont la CIA, mettent en garde les voyageurs contre les risques de terrorisme. Mais il y a un hic : rien de tout cela n'est arrivé. Tout est faux. L'histoire de la peinture violette était une série d'images générées par l'IA et diffusées pour la première fois sur un réseau social chinois appelé Xiaohongshu par un utilisateur chinois. Le « film » de Tom Cruise a été réalisé à l'aide de l'intelligence artificielle par une organisation appelée Storm-1679, un groupe de désinformation russe identifié par le Centre d'analyse des menaces de Microsoft qui est activement engagé dans une campagne d'influence sophistiquée visant à perturber les Jeux olympiques de Paris de 2024. La même organisation a généré et propagé les fausses nouvelles sur les préoccupations terroristes. Les images générées par l'intelligence artificielle créées et distribuées par Storm-1679 ont montré de faux graffitis à Paris menaçant de violence les visiteurs israéliens assistant aux jeux. Selon un rapport de Microsoft Threat Intelligence les objectifs de la Russie sont de discréditer le Comité international olympique, la France et la ville de Paris et de créer la peur du terrorisme pour réduire la fréquentation. Pourquoi ruiner les Jeux ? Probablement parce que les athlètes russes n'ont pas le droit de concourir sous leur drapeau national et ne peuvent participer qu'en tant qu'« athlètes individuels neu-

tres » en raison de l'invasion de l'Ukraine.

À Paris, tout est faux, semble-t-il

De nombreux escrocs cherchent à vendre de faux billets pour les Jeux olympiques. Des chercheurs du fournisseur de renseignements sur les menaces QuoIntelligence ont découvert que des sites web frauduleux sophistiqués vendaient de faux billets pour les JO, principalement à des clients russes cherchant à contourner les sanctions qui leur ont été imposées à la suite de l'invasion de l'Ukraine. Les organisateurs ont identifié 77 sites de vente de faux billets. À l'approche des Jeux Olympiques, les autorités parisiennes ont lancé une campagne de lutte contre la contrefaçon de produits de luxe, comme les fausses chaussures Nike et les copies de sacs Louis Vuitton. Elles ciblent en particulier les vendeurs dans les zones à forte contrefaçon proches des sites olympiques, où elles ont fermé 10 magasins. La banlieue de Seine-Saint-Denis, où le Centre aquatique olympique accueillera divers événements et la cérémonie de clôture, a fait l'objet de mesures particulières. Les autorités françaises ont travaillé avec diligence avec l'UNIFAB (Union des Fabricants), en dispensant une formation approfondie à plus de 1 200 agents des douanes pour les aider à identifier les contrefaçons de produits liés aux Jeux olympiques, notamment des vêtements et les mascottes Phryges, en forme de bonnet phrygien (celui des révolutionnaires français de 1789). Même en temps normal, le problème de la contrefaçon de produits de luxe en France reste important. L'an dernier, les douanes ont saisi 20,5 millions de contrefaçons, soit une augmentation de 78 % par rapport aux 202 précédentes. Les autorités françaises ont déployé 70 agents spécialement pour traquer les activités illégales sur Internet liées aux produits contrefaits. Et elles misent tout sur les outils d'intelligence artificielle. Les autorités françaises anti-contrefaçon utilisent l'IA et des technologies avancées de vision par ordinateur pour lutter contre les produits contrefaits sur le marché en ligne. Ces technologies

permettent de scanner et d'analyser efficacement de grands volumes de listes de produits en ligne, en examinant à la fois les images et les informations textuelles.

La cybersécurité à l'échelle olympique

Alors que les autorités parisiennes doivent faire face à un déluge de faux films, de fausses nouvelles, de faux vêtements et de faux billets, elles doivent également faire face à un paysage de cybersécurité extraordinaire. Les Jeux olympiques réunissent les responsables gouvernementaux du monde entier, notamment les dirigeants français, à proximité physique de visiteurs internationaux choisis au hasard et non contrôlés. Ce scénario inhabituel constitue une excellente occasion pour les cyber-espions de voler des données confidentielles, qui peuvent inclure des plans stratégiques, des informations personnelles et des communications gouvernementales. Étant donné l'intention des cyberpirates russes et d'autres groupes parrainés par des États (et probablement des acteurs malveillants et des hacktivistes) de perturber les Jeux, l'infrastructure officielle des Jeux olympiques sera fortement ciblée par des attaques par déni de service distribué, des dégradations de sites Web, des logiciels malveillants de type « wiper » et d'autres attaques. Nous pouvons également nous attendre à voir de nouveaux types d'attaques de fraude à l'identité synthétique alimentées par l'IA. Paris attend environ 3 millions de visiteurs pour les Jeux. Les points d'accès WiFi seront probablement la cible d'attaques de type "man-in-the-middle", qui consistent à tenter d'intercepter des données. Les cyberattaquants utilisent également les Jeux olympiques comme toile de fond pour des techniques telles que l'usurpation de domaine, le raccourcissement d'URL, l'usurpation de mails HTML et les domaines Unicode similaires pour inciter les utilisateurs à fournir des informations sensibles. Les autorités françaises s'appuient largement sur des renseignements avancés sur les me-

naces, ainsi que sur des outils basés sur l'IA pour l'analyse prédictive, l'authentification biométrique et la détection avancée du vivant.

Pourquoi nous devrions prêter une attention particulière aux Jeux olympiques

Les Jeux olympiques de Paris sont un avant-goût de ce qui nous attend à l'avenir. Si les Jeux olympiques précédents ont été confrontés à de nombreux défis, ceux de cette année sont les premiers à se dérouler à l'ère de l'IA générative, largement disponible. Ce sont aussi les seuls Jeux olympiques de l'histoire à se dérouler en Europe alors qu'une guerre fait également rage dans la région. La Russie est l'agresseur dans ce conflit avec l'Ukraine, la plupart du temps exclue des Jeux olympiques, et aussi la première puissance mondiale dans le domaine de la désinformation et de la guerre de l'information. La motivation et la capacité de la Russie à saboter les Jeux sont élevées. Cette confluence de métafacteurs représente très probablement un certain statu quo mondial futur. Nous entrons dans une nouvelle ère où tout est faux et généré par l'IA : faux sites, fausses identités, fausses informations, faux produits, faux services, etc. Et nous sommes déjà bien entrés dans une ère où les conflits géopolitiques se jouent localement d'une manière qui affecte directement les entreprises, les écoles, les hôpitaux et les citoyens. Et, bien sûr, nous sommes définitivement au début d'une ère où l'IA avancée est nécessaire à la fois pour les cyberattaques et pour la cyberdéfense. Alors, profitez des Jeux Olympiques. Encouragez vos pays et vos athlètes préférés et regardez le spectacle se dérouler. Mais regardez aussi comment Paris se comporte face aux énormes défis que représentent les faux et les cyberattaques. Et, après coup, cherchez à en tirer des leçons. Les Jeux Olympiques de cette année se révéleront être un laboratoire pour les menaces – et les défenses contre ces menaces – qui nous attendent dans les prochaines années.

Brèves

Un modem 5G d'Apple pour 2025 ?

Selon un poste sur X de l'analyste Ming-Chi Kuo, l'iPhone 17 et l'iPhone SE 4 pourraient être équipés d'un modem 5G fabriqué par Apple. « Apple accélère son abandon de la dépendance à Qualcomm », écrit Kuo. « En 2025, deux nouveaux modèles d'iPhone abandonneront les puces 5G de Qualcomm et adopteront les puces 5G internes d'Apple : l'iPhone SE4 (1T25) et l'iPhone 17 ultrafin (3T25). » Les modems de Qualcomm fonctionnent bien, alors pourquoi Apple se donnerait-elle la peine de fabriquer le sien ? La firme à la pomme a l'habitude de contrôler autant que possible le développement de ses produits, et en développant son propre modem, elle peut le concevoir pour qu'il corresponde exactement aux spécifications souhaitées et peut cesser d'adapter la conception de l'iPhone à un modem

Qualcomm. De plus, il est évidemment moins coûteux d'utiliser des pièces internes plutôt que de les acheter sous licence auprès d'une autre société.

Le pop-up fou de Windows 11 frappe encore

Microsoft trouve toujours de nouveaux moyens de perturber et d'ennuyer les utilisateurs, et cette fois-ci, c'est sous la forme d'une notification pop-up inévitable. Plus précisément, les utilisateurs de Windows sont informés que leur système n'est pas sauvegardé avec la solution de sauvegarde intégrée de Windows. Un message correspondant s'affiche et conseille de faire des sauvegardes pour que toutes les données soient stockées « au cas où quelque chose arriverait au PC ». Cela ressemble presque à une menace indirecte, mais Microsoft ne fait en réalité qu'indiquer la possibilité de stocker

les sauvegardes de fichiers sur son propre service de cloud OneDrive. Reste que le mode opératoire n'en reste pas moins particulièrement agaçant.

ServiceNow dans le viseur de la Justice US

L'éditeur en solutions de gestion des services IT a signalé au ministère américain de la Justice des problèmes potentiels de conformité « liés à l'un de ses contrats gouvernementaux » ainsi qu'à l'embauche de l'ancien directeur des systèmes d'information de l'armée américaine - Raj Iyer - pour diriger son activité secteur public mondial, a déclaré la société dans des documents réglementaires mercredi. Le ministère de la justice examine l'affaire. À la suite d'une enquête interne, le président et directeur des opérations de ServiceNow, CJ Desai, a démissionné, tandis que Raj Iyer aurait également quitté le groupe. Joint par CIO, ce dernier indique qu'il n'a rien

fait de mal : « J'ai démissionné parce que je ne voulais pas être associé à ce fiasco de quelque manière que ce soit. Ce n'est pas ma faute. Je ne sais pas ce que CJ Desai a fait ou n'a pas fait en ce qui concerne mon embauche. Cela n'a rien à voir avec moi », a déclaré Raj Iyer. « Le départ de CJ - comme indiqué - était un accord mutuel de résiliation. J'ai simplement démissionné. Je ne sais pas ce qui a pu se passer en interne pour nécessiter une enquête du ministère de la justice, mais ce serait la responsabilité de l'entreprise et non la mienne. » Selon d'anciens procureurs fédéraux interrogés par notre confrère, les allégations portent probablement sur des questions relatives à ce que l'on a pu demander à M. Iyer de faire pour ServiceNow. Les règles relatives à ce que les anciens fonctionnaires peuvent faire peu de temps après avoir quitté le service public sont complexes. Bien que le fournisseur ait conclu plusieurs contrats avec l'armée américaine, M. Iyer a souligné qu'il n'avait participé à l'attribution d'aucun d'entre eux.

Canicule sur plusieurs wilayas du pays à partir de dimanche

Une vague de chaleur affectera, dimanche et lundi, des wilayas de l'ouest et de l'est du pays, avec des températures pouvant atteindre ou dépasser 46 degrés, indique, samedi, un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Placée en vigilance "Orange", cette vague de chaleur affectera les wilayas de Relizane, Chlef et Ain Defla, avec des températures maximales pouvant atteindre ou dépasser 46 degrés et des minimales qui oscilleront entre 28 et 33 degrés, précise la même source. Pour les wilayas de Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba et El-Tarf, les températures maximales prévues oscilleront entre 40 et 42 degrés et entre 24 et 30 degrés pour les minimales.

AIR ALGÉRIE

Les réservations de voyages pour l’offre «Osra-Famille» ont dépassé les 474 mille billets

Les réservations de voyages pour l'offre "Osra-Famille", lancée par Air Algérie depuis le 22 avril dernier, ont atteint plus de 474.000 billets de voyage, selon un communiqué de la compagnie aérienne nationale, publié samedi. Selon la même source, le nombre de réservations dans le cadre de cette offre s'élève à 474.237 billets aller-retour, dont 35 % ont été réservés au cours du mois de juillet. Air Algérie précise que 21,32 % du total des ventes ont été réalisées à travers les différentes agences de la compagnie, 18,33 % à travers son site internet, son application mobile et son centre d'appel, tandis que 17,42 % des billets ont été réservés à travers les agences de voyages intermédiaires à l'intérieur du pays et 42,92% depuis l'étranger. Pour répondre à la demande croissante enregistrée par Air Algérie auprès de la communauté nationale à l'étranger, 97 vols spéciaux ont été ajoutés au réseau vers la France, soit 19.788 sièges supplémentaires, souligne le communiqué. Quant aux destinations les plus marquantes choisies par les Algériens dans le cadre de l'offre "Osra-Famille", le réseau desservant la France arrive en première position, en raison de l'importante communauté nationale qui y est établie. Suivent d'autres destinations touristiques comme la Tunisie, l'Egypte, la Turquie et l'Espagne. En outre, la compagnie nationale a fait savoir que cette offre "exceptionnelle", qui comprend des réductions importantes sur les prix des billets des vols internationaux pour les familles algériennes, lors de la saison estivale, restera valable jusqu'a 31 août prochain, dans la limite des places et des dates disponibles.



MINÉRAUX CRITIQUES

L’Afrique peine à attirer des IDE pour la transformation locale

Avec 30 % des réserves mondiales de minéraux critiques, l'Afrique reste encore à la traîne en matière de transformation de ces minéraux. Pour changer la donne, la stratégie de certains pays du continent passe par l'interdiction d'exporter le lithium, le graphite ou encore le cobalt à l'état brut. Selon un rapport de Tralac publié en juin 2024, l'Afrique a attiré 2,8 % des investissements directs étrangers (IDE) alloués dans le monde à la transformation des minéraux critiques sur la période 2019-2023. Cela représente une somme de 1,83 milliard de dollars. Cette part est relativement faible par rapport au potentiel minier du continent qui héberge 30 % des réserves mondiales de minéraux critiques, comme le cuivre, le lithium et le cobalt. Sur la même période (2019-2023), l'Afrique a d'ailleurs attiré 35,6 % des IDE mondiaux destinés à l'extraction des minéraux critiques. Intitulé « Are Critical Minerals Export Bans an Effective Tool for Achieving Diversification in Africa? », le document examine dans quelle mesure attirer davantage d'investissements dans la transformation locale. Un nombre croissant de pays africains a recours à l'interdiction d'exportation des minéraux critiques non transformés. En décembre 2022, le Zimbabwe a annoncé l'interdiction d'exporter le lithium non transformé avant d'être rejoint en juin 2023 par la Namibie, qui a inclus le lithium, le manganèse, le cobalt ou encore le graphite dans sa liste des minéraux frappés d'interdiction d'exportation à l'état brut. Le Ghana a aussi interdit en 2023 l'exportation du minerai de lithium, alors qu'il se prépare à ouvrir sa première mine. « Le raisonnement économique est le

suivant : en interdisant les exportations et en augmentant l'offre de minerais bruts sur le marché intérieur, le prix local des minerais diminuera. Cela réduit les revenus du secteur minier, mais augmente la compétitivité de la transformation nationale par rapport à l'exportation des minéraux et à leur transformation à l'étranger », avance le rapport, pour expliquer ces mesures d'interdiction.

Des contraintes à surmonter

Il est difficile d'évaluer l'efficacité des mesures adoptées par le Zimbabwe, la Namibie et le Ghana, en raison du temps relativement court qui s'est écoulé depuis les annonces. Tralac s'est néanmoins appuyé sur les expériences similaires d'autres pays africains dans le passé, pour estimer les résultats de ces nouvelles initiatives. À en croire le rapport, l'impact a été insignifiant par le passé au Zimbabwe, en Namibie et au Gabon, des pays qui ont adopté des interdictions d'exportations respectivement pour le chrome, le cuivre et le manganèse. Pour la Zambie, le document rapporte même un impact négatif sur le secteur de l'extraction, couplé à l'inefficacité de la mesure sur le secteur de la transformation. Pour les auteurs, le succès limité de ces initiatives s'explique par l'absence de capacités industrielles existantes avant la mise en œuvre des mesures d'interdiction. Parmi les autres défis existants, le document mentionne l'insuffisance de l'énergie, d'eau et de main-d'œuvre. Enfin, les pays africains ne disposent pas individuellement d'une position stratégique pour peser sur le marché mondial grâce à leurs mesures d'inter-

diction. Lorsque l'Indonésie a pris une décision similaire en 2014 pour le nickel, le pays était par exemple le principal exportateur mondial de cette ressource et a pu facilement attirer des investissements dans la construction de nouvelles fonderies, favorisant la création de milliers d'emplois.

Nécessaire collaboration régionale

Si l'Indonésie a réussi son pari avec le nickel, il faut souligner que la même expérience tentée avec la bauxite n'a pas donné les résultats escomptés. Bien que la décision d'interdire les exportations de bauxite non transformée ait été prise à un moment où l'Indonésie était deuxième producteur mondial de bauxite, le marché était bien approvisionné par d'autres pays, qui ont donc rapidement comblé le vide laissé. Pour rendre efficaces les mesures d'interdiction, la collaboration régionale est l'une des options que doivent explorer les pays africains. Ce partenariat consisterait à regrouper les ressources minérales de plusieurs pays africains pour influencer l'offre mondiale et les prix, tout en donnant à ces pays un pouvoir de négociation plus important. Une telle politique doit s'accompagner d'une collaboration dans le développement d'infrastructures de transport, essentielles pour attirer les investissements dans les industries de transformation, notamment pour les pays sans accès direct aux ports. Enfin, le recours aux énergies renouvelables, compte tenu de l'énorme potentiel africain en la matière, reste une option à envisager pour réduire le déficit énergétique et développer les activités de transformation. Source : Ecofin

ALGÉRIE-TUNISIE

Impératif d’assurer rapidement une protection internationale pour le peuple palestinien

L'Assemblée populaire nationale (APN) et l'Assemblée tunisienne des représentants du peuple (ARP), ont mis l'accent, vendredi dans un communiqué conjoint, sur la nécessité d'assurer rapidement une protection internationale en faveur du peuple palestinien, d'acheminer des aides humanitaires et médicales et d'accélérer les procédures de pour-

suite contre l'entité sioniste". A l'occasion de la visite officielle qu'effectue le président de l'APN, M. Brahimi Boughali, en Tunisie, à l'invitation de son homologue, M. Ibrahim Bouderbala, les deux Assemblées ont dénoncé, dans un communiqué conjoint, "la politique de deux poids deux mesures actuellement adoptée" vis-à-vis de la cause palestinienne. Les deux parties

ont également appelé à "assurer rapidement une protection internationale pour le peuple palestinien, à acheminer les aides humanitaires et médicales et à accélérer les procédures de poursuite contre de l'entité sioniste". Après avoir passé en revue les développements dangereux et la situation à Ghaza et dans les territoires palestiniens occupés suite à l'agression bar-

bare et fasciste continue de la machine de guerre sioniste, les deux parties ont "condamné énergiquement l'agression barbare continue et les crimes abjects menées par l'entité sioniste contre le peuple palestinien sans défense, faisant, ainsi, des dizaines de martyrs et de blessés quotidiennement à Ghaza et en Cisjordanie". Ils ont également condamné les

plans sionistes visant à annexer la Cisjordanie et Al-Qods, "les violations des droits des prisonniers et des détenus, la recrudescence des agressions des colons, l'expansion des colonies et la profanation de la mosquée d'Al-Aqsa, tout en imputant la responsabilité de ces crimes à l'occupation.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 3.700 nouvelles places pédagogiques pour la prochaine session à Touggourt

Un total de 3.744 nouvelles places pédagogiques, toutes formules de formation confondues, sera offert dans la wilaya de Touggourt, au titre de la prochaine rentrée de la formation professionnelle (session octobre 2024), a-t-on appris samedi de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP). Pas moins de 2.118 postes sanctionnés de diplômes d'Etat en formation professionnelle, tous modes confondus, dont 1.038 en mode

de formation par apprentissage, 835 en formation résidentielle et 190 en cours de soir, a détaillé le DFEP, Abderrahmane Beggari. Les 1.626 places restantes, consacrés à la formation qualifiante, ont été retenues pour les bénéficiaires de l'allocation chômage (485 postes), la formation de la femme au foyer (230 postes), en plus de 270 places offertes par les établissements de formation privés agréés et 641 autres postes de qualification, a-t-il ajouté.

Les offres de formation sont réparties sur 17 filières couvrant 66 spécialités de formation, selon les précisions du secteur. La DFEP de Touggourt s'emploie à diversifier les offres de formation pour répondre aux exigences du marché de l'emploi, local et national, en termes de main-d'œuvre qualifiée, en mettant à la disposition des nouveaux inscrits une riche nomenclature de spécialités de formation. Il s'agit notamment de l'introduction, lors de

la prochaine session, de nouvelles filières de formation, dont la maintenance des équipements médiaux, l'agriculture maraichère, la couture- dames et la maintenance des équipements de couture et de tissage, a ajouté la source. Le secteur de la formation dispose dans la wilaya de Touggourt de neuf (9) centres de formation, deux (2) instituts nationaux spécialisés et six (6) établissements de formation privés agréés.